



ÉROSION DE NGAMAKOSSO

Les travaux de traitement avancent normalement

Coupés du centre-ville de Brazzaville depuis près de deux ans à cause d'une érosion qui s'étend sur près de cent mètres, les habitants du quartier Ngamakosso, dans le sixième arrondissement, Talangai, vont, dans quelques mois, retrouver le sourire.

Les travaux de traitement de ce trou béant se font en deux étapes : le remblai de la première partie est très avancé. « Le traitement à ce niveau se fait en profil mixte ; étant donné que les maisons de la partie gauche sont en haut et celles de la droite en bas. Cela permettra de bien canaliser les eaux provenant des quartiers perchés sur les montagnes », ont expliqué les travailleurs que notre reporter a trouvés à pied d'œuvre sur le chantier.

Page 7



Une partie de l'érosion quasiment traitée en totalité

ROUTE KINKALA-MINDOULI

Raul Mateus Paula : « Il faut agir vite pour sauver cet investissement »

Dans une interview exclusive aux *Dépêches de Brazzaville*, l'ambassadeur, chef de délégation de l'Union européenne au Congo, Raul Mateus Paula, réitère son appel aux autorités à sauver l'investissement consenti pour la construction du tronçon Kinkala-Mindouli dont les travaux arrêtés pour cause d'insécurité tardent à être relancés faute de la contrepartie du gouvernement congolais.

« En faisant en lien avec la crédibilité du pays j'ai tiré, auprès des autorités, la son-



Raul Mateus Paula nette d'alarme pour dire que 20 millions d'euros c'est beaucoup d'argent d'où la nécessité de faire vite pour sauver cet investissement », a-t-il déclaré, conscient que le pays connaît une situation financière et économique difficile.

Page 9

SANTÉ PUBLIQUE

Améliorer l'accès aux soins de qualité

Le sida, la tuberculose et le paludisme sont retenues comme des maladies prioritaires pour l'année en cours. Le Fonds mondial a demandé au gouvernement congolais de poursuivre ses efforts dans le combat contre ces trois pathologies. Le Congo est ainsi appelé à tenir compte du renforcement des systèmes communautaires pour améliorer l'accès, la qualité des soins, l'approvisionnement



Les participants au dialogue pays avec le Fonds mondial

fiable et ininterrompu des produits de santé de qualité. De même, il est aussi question pour le pays de renforcer les systèmes de collecte des données, la

capacité de les analyser, ainsi que le plateau technique des laboratoires en vue de proposer des diagnostics fiables.

Page 7

ÉDITORIAL

Bourbier

Page 2

LIKOUALA

L'Ordre de Malte France va rénover l'hôpital d'Enyellé

Dans le cadre de la deuxième phase de son projet en République du Congo, l'Ordre de Malte va réhabiliter et équiper le centre de santé d'Enyellé, situé dans le département de la Likouala, où ses équipes médicales offrent des soins médicaux aux populations. « Quand il sera opérationnel, on espère d'ici à la fin de l'année, on commencera à faire des choses significatives. Pour cela, nous allons y mettre en place une pharmacie, un laboratoire, un bloc opératoire pour faire de la chirurgie essentielle », a précisé le chef de projet de l'Ordre de Malte France au Congo, Guy Steiner.

Page 5

ÉDITORIAL

Bourbier

L'idée que la dégradation avancée des voiries urbaines à Brazzaville appelle à une mobilisation des moyens et des initiatives par les pouvoirs publics et la population est largement partagée. Nous avons rendu compte ces jours derniers de l'ampleur du désastre environnemental dans la capitale et à l'intérieur du pays ; avons aussi informé de quelques initiatives prises à différents niveaux pour atténuer la souffrance des sinistrés.

Dans le cas des inondations survenues le long du fleuve Congo jusqu'au nord du pays, il semble que l'eau se retire, que les riverains regagnent leurs habitations et pour ceux qui s'y accommodent bien, le temps de quelques réparations, ils retourneront à leurs travaux routiniers, au nombre desquels la pêche. Il est certain que dans trois-quatre mois, à Mossaka, comme à Makotimpoko, les gens se reprendront en charge comme si de rien n'était.

Cela ne sera pas tout à fait le cas encore à Brazzaville où des zones entières de résidence sont pour de bon englouties par le sable. En revanche, le défi que posait l'érosion de Ngamakosso, dans le sixième arrondissement Talangai est en passe d'être relevé. Même s'ils devront encore attendre quelques mois avant de renouer avec la circulation le long de ce tronçon qui rallie le viaduc à Kintélé, l'espoir renaît au regard de l'avancée des travaux comme nous avons pu le constater et le signalons dans cette édition.

Posons-nous la question, cependant, de savoir si Ngamakosso pourrait sortir de l'impasse une fois l'érosion refermée. Pas si sûr si d'autres travaux d'assainissement ne sont pas entrepris. Car cette route bâtie à la jonction des versants est devenue le lit des eaux ruisselantes qui, dans leur course éperdue, charrient du sable en quantité. L'abondante pluviométrie à Brazzaville, imputée en partie au changement climatique, n'est pas faite pour faciliter les choses.

De ce qui précède, prions qu'un programme ambitieux de réhabilitation de notre ville principale devienne une urgence publique dans les mois à venir.

Les Dépêches de Brazzaville

VIE DES PARTIS

Le CAR propose le report de l'élection présidentielle de 2021

Le Comité d'action pour le renouveau (CAR), du président Clotaire Mboussa Ellah a, au cours d'une conférence de presse animée le 25 janvier à Brazzaville, proposé le report de l'élection présidentielle de 2021 au motif que les conditions actuelles d'organisation de cette élection ne permettent pas la bonne tenue d'un scrutin libre.



Clotaire Mboussa Ellah (en avant plan)

« Va-t-on organiser ces élections sans la biométrie, sans une nouvelle loi électorale, sans réorganiser ou réformer la CNEI, sans la loi portant financement et plafonnement des frais de campagne ? », s'est-il interrogé. Pour le dirigeant de ce parti, les raisons de ce report s'inscrivent dans le cadre de ces analyses, remarques et du constat fait par toutes les bonnes volontés qui, au plan national et international ne veulent pas voir le Congo sombrer dans de nouveaux conflits post-électorales. « C'est ainsi que le dialogue national de toutes les composantes de la classe politique et de la société civile devra constituer le fondement de notre sursaut collectif dont notre pays a besoin aujourd'hui. », a laissé entendre Clotaire

Mboussa Ellah. De ce fait, il en a appelé à la haute responsabilité du président de la République, détenteur exclusif des leviers de commande de l'Etat. Il l'exhorte à prendre toutes les mesures susceptibles d'organiser le dialogue national, seul organe constitutionnel politique aujourd'hui. Nous devons nous interroger sur la question dans l'intérêt de la nation, pense-t-il.

« Cette démarche que notre parti juge objective doit nous engager pleinement et mettre notre pays à l'abri des conflits aux conséquences lourdes pour la vie de la population et la construction de notre pays », a-t-il ajouté.

Le CAR, a-t-il indiqué, souscrit entièrement à la résolution de la question sur la gouvernance électorale avant l'élection présidentielle et voit

le dialogue national comme seul moyen de décider du report de l'élection présidentielle prévue en 2021 afin de trouver un compromis politique. Et l'institution du Conseil national du dialogue est le résultat d'une longue réflexion politique émanant de l'article 228 de la Constitution de 2015 disposant à son tour que le Conseil national du dialogue est l'organe de concertation, d'apaisement et de recherche du consensus entre les forces vives de la nation sur les grands problèmes politiques d'intérêt national. Le CAR a enfin lancé un cri d'alarme afin que l'ensemble de la classe politique congolaise se ressaisisse et prenne conscience des enjeux du moment, a conclu le président Clotaire Mboussa Ellah.

Jean Jacques Koubemba

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués :
Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Rominique Nerplat
Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé,
Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama
(chef de service), Jean Jacques Koubemba,
Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service),
Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé

Service International : Nestor N'Gampoula
(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane
Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana
(chef de service), Rosalie Bindika, Merveille
Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de
service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Quentin Loubou (Coordination), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhét N'Zinga, Hervé Brice
Mampouya, Charlem Léa Legnoki,
Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat :
Immeuble Les Palmiers (à côté de la
Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port -
Immeuble Forescom commune de Kinshasa

Gombé/Kinshasa - RDC -
Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,
Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani
Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des
annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques :
Mildred Moukenga
Chef de service publicité :
Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Administration des ventes : Marina Zodialho,
Sylvie Adhas

Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama

Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville :
Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin
Maouakani, Christian Nzoulani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mou-
mbélé Ngono
Tél. : (+242) 06 895 06 64

+TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des
services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon
Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno
Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE
(INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial
Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -
République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),
Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet
Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole
Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -
République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,
République du Congo
Tél. : 06 700 09 00
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

VIE DES PARTIS

Paulin Makaya favorable à l'unité de l'opposition congolaise

A la faveur de la cérémonie de présentation des vœux à la presse, couplée à la conférence de presse le 24 janvier à Brazzaville, le président du parti Unis pour le Congo (UPC), Paulin Makaya s'est dit favorable à l'unité de l'opposition politique congolaise mais la vraie, pas celle qui marche avec le pouvoir.



Paulin Makaya devant la presse

« Depuis que nous sommes rentrés au bercail, le parti Unis pour le Congo est un instrument de paix et de réconciliation nationale. Il a toujours apporté sa contribution dans le cadre d'une opposition unitaire unique mais responsable », a-t-il dit.

La politique, a-t-il rappelé, ne se fait pas dans les coalitions mais dans des partis politiques et surtout pas avec les partis qui veulent prolonger le mandat du président de la République.

A la question de savoir si Paulin Makaya était pour la tenue des états-généraux de l'opposition, ce dernier a dit oui. Cependant, a-t-il fait remarquer, il faut une réforme de cette opposition avec des critères. « Il s'agit, pour ce qui est des états-généraux de l'opposition, d'aller avec des

leaders sincères. ». Abordant la question des prochaines élections après les déclarations des uns et des autres sur cette question, le président de l'UPC a laissé entendre que c'est au dialogue national de voir s'il faut ou non aller à ces élections.

« Les élections peuvent se tenir mais il faut d'abord faire le constat. Voilà pourquoi nous demandons le dialogue national inclusif. C'est au dialogue paritaire d'examiner cette question.

Et lorsque nous allons constater que les élections ne peuvent pas se tenir et bien collégalement, unanimement, consensuellement, on peut demander une transition. Est-ce que pour le moment on peut aller aux élections, la réponse c'est non parce que les conditions ne sont pas

réunies. C'est au dialogue d'en décider et non aux responsables politiques. Ce sont les conclusions du dialogue qui vont en décider et celles-ci vont s'imposer avec la mise en place d'une commission mixte paritaire et préparatoire. », a-t-il insisté.

Pour Paulin Makaya, le Conseil national du dialogue actuel est un organe du pouvoir. Au cours de ces vœux, Paulin Makaya a félicité la presse pour ses brillantes prestations durant l'année écoulée. Il s'est également réjoui du fait que son parti, créé le 15 septembre 2014, a atteint l'ensemble des objectifs qu'il s'est assignés. « Nous sommes tous fiers de constater que nous avons réussi notre pari », a-t-il conclu.

Jean Jacques Koubemba

PARLEMENT

Les deux chambres préparent la huitième session ordinaire

L'ordre du jour de la session qui se tiendra du 1^{er} février au 10 avril prochain a été fixé au terme de la conférence des présidents, tenue le 25 janvier au Sénat et à l'Assemblée nationale.



Au niveau de la chambre basse du Parlement, quinze affaires ont été retenues dont deux nouvelles, notamment les questions orales avec débat au gouvernement et la question d'actualité. S'agissant des treize anciennes affaires, on peut citer, entre autres, le projet de loi autorisant la ratification du protocole de l'acte constitutif de l'Union africaine relatif au parlement panafricain et le projet de loi portant loi d'orientation de l'action sociale.

A cela s'ajoutent, le projet de loi autorisant la ratification de la convention sur la réduction des cas d'apatridie ; le projet de loi autorisant la ratification de la convention relative au statut des apatridies ainsi que le projet de loi fixant le droit d'asile et le statut du réfugié. Les députés vont également examiner et adopter le projet de loi portant institution de l'assurance obligatoire des risques sportifs et le projet de loi autorisant la ratification du deuxième protocole facultatif se rapportant au pacte international relatif aux droits civils et politiques visant à abolir la peine de mort.

Du côté du Sénat, au total vingt-quatre affaires ont été inscrites à l'ordre du jour de la session. En effet, outre les dix-sept qui n'avaient pas été traitées lors de la session précédente, sept autres se sont ajoutées dont cinq se rapportant aux ratifications, a expliqué le 1^{er} secrétaire du Sénat, Julien Epola, sans donner plus de détails.

Notons que si à l'Assemblée nationale, la réunion a été présidée par son président, Isidore Mvouba, au Sénat, c'est le 1^{er} vice-président, Michel Mayinga qui a patronné la cérémonie. Le gouvernement a, quant à lui, été représenté par le ministre d'Etat, en charge du Commerce, des Approvisionnements et de la Consommation, Claude Alphonse N'Silou.

Parfait Wilfried Douniama

LE FAIT DU JOUR

Tenir bon

Peut-être qu'en République démocratique du Congo, « tenir bon », est-ce la devise pour les alliés des deux camps qui se partagent le pouvoir sous Félix Tshisekedi. Il n'est que de songer aux vigoureux échanges de « civilités » entre les parties chaque fois qu'une occasion se présente. La dernière en date a été la sortie du président de la République, dimanche 19 janvier, dans laquelle il avançait l'idée de dissoudre l'Assemblée nationale, s'il considérait que le quota majoritaire des élus qui siègent au sein de cette chambre, et qui échappe à son contrôle, constituerait un obstacle à la réalisation de son programme.

Tout de suite après, disons, mardi

21 janvier, la réplique à cet avertissement présidentiel est venue de la présidente de l'Assemblée nationale, membre du Front commun pour le Congo-FCC-, une coalition dont la loyauté à l'égard de l'ancien président, Joseph Kabila, n'est plus à démontrer. Jeanine Mabunda semblait ne pas aller par quatre chemins pour rappeler au chef de l'Etat qu'un certain nombre de « malentendus » pouvant alimenter des accusations de « haute trahison » sont à éviter. Sur une radio internationale, un autre proche de l'« autorité morale » du FCC mettait un peu d'eau dans son vin en assurant qu'il n'y a pas de nuages dans le ciel du CACH-FCC.

Tout indique, pourtant, à l'écoute des déclarations des uns et des autres, que la consigne donnée

aux partisans du président de la République, comme à ceux de son prédécesseur soit de « tenir bon ». Tenir bon jusqu'à la fin du mandat, de sorte à mieux se préparer pour l'échéance présidentielle future. Il n'est plus un secret pour personne que les fidèles de Joseph Kabila l'ont en repérage pour cette bataille pour la fonction suprême ; que ceux de Félix Tshisekedi entendent bien voir leur leader parachever son programme dans le cadre d'un second mandat présidentiel « plein » après l'actuel, semé de suspensions, qu'il partage littéralement avec son allié.

Ceci dit, il faut se féliciter que jusqu'à présent, Félix et Joseph se tiennent plus ou moins au-dessus de leurs mêlées respectives. Par expérience, quand ils veulent

tout obtenir de leurs chefs, les collaborateurs peuvent alimenter des rumeurs, allumer des incendies, prétendre qu'attendre encore un peu, écouter l'autre serait un signe de faiblesse. Il revient à ces derniers, les chefs, d'épuiser toutes les procédures, dans le cas présent de voir que la bataille qui vaille est celle d'accorder plus d'attention à leurs compatriotes qui vivent dans la précarité. A ce titre, s'invectiver par médias interposés, tirer la couverture à soi ne peuvent que produire le contraire des engagements de soutien mutuel pris par le FCC et CACH dans des circonstances que l'on sait particulières. A moins qu'ils ne se supportent plus vraiment. Est-ce le cas après une année de vie en commun ? Observons !

Gankama N'Siah

Cette semaine dans Jeune Afrique Le cas Albert Yuma

Afrique subsaharienne
RD CONGO

Albert Yuma pris entre deux feux

Bien que soutenu par Joseph Kabila, le patron de la Gécamines, en litige avec Dan Gertler, pourrait faire les frais de la politique anticorruption du Congo.

SIANS BUKEMBA TSHAMBA, à Kinshasa

Albert Yuma Mulimbi enrage-t-il de ne pas être à Kolwezi, ce 15 janvier? Ce jour-là, la société Deziwa inaugure, en grande pompe, une toute nouvelle usine de raffinage du cuivre et du cobalt. « Ce projet, il y a mis tout son talent, toute son énergie, résume l'un de ses proches. Son absence est un coup dur pour nous. » Dans le discours qu'il devait prononcer, l'émblématique président du conseil d'administration de la Gécamines avait prévu de se réjouir du fait que, dans dix ans, la production de Deziwa reviendrait à 100 % à la Gécamines (celle-ci détiendrait 49 % de son capital).

Encombrant
Aujourd'hui, Yuma se retrouve au cœur de la bataille que se livrent Kabila et Tshisekedi. Il faut dire que la Gécamines revêt une importance cruciale pour l'économie et, donc, pour le pouvoir. Ce n'est pas nouveau puisque c'est en partie pour garder le contrôle de cette entreprise, qui s'appelait à l'époque Union minière du Haut-Katanga, que les Belges ont soutenu – et financé – la sécession du Katanga dans les années 1960.

Lorsqu'il arrive au sommet de l'État, début 2019, Tshisekedi a donc le souci d'affirmer son autorité sur la gestion de la Gécamines – et, sur ce dossier, c'est Dany Banza, un temps réputé proche de l'opposant Moïse Katumbi, qui le conseille discrètement. Le chef de l'État ne parvient pas à écarter Yuma, que Kabila tente par ailleurs vainement de lui imposer comme Premier ministre, mais signe au début de juin plusieurs ordonnances restructurant la direction de l'entreprise. Yuma se voit ainsi flanqué d'un directeur général, Sama Lukonde Kyenge, proche lui aussi de Katumbi. Les tensions nées de cette décision sont telles que le ministre du Portefeuille, qui est contrôlé par la coalition de Joseph Kabila, refuse de les appliquer (sur ce point néanmoins, les deux têtes de l'exécutif semblent désormais proches d'un accord).

Tshisekedi paraît donc avoir tout intérêt à se débarrasser de l'encombrant Yuma, ne serait-ce que parce que, selon un membre de l'entourage du président, celui-ci « est dans le viseur des Américains et pourrait être sanctionné ». Mais que va faire Kabila? Yuma demeure la clé de voûte de son empire sur le secteur minier, au même titre que l'ancien ministre des Mines.

mauvais œil sa proximité avec un Joseph Kabila soupçonné de chercher à se maintenir au pouvoir et avec Dan Gertler, sous sanctions du Trésor américain depuis décembre 2017 - à l'époque, ils sont encore amis. Pour ne rien arranger, en 2018, Yuma se pose en farouche partisan du nouveau code minier, plus exigeant que le précédent envers les investisseurs étrangers. A cette période, raconte un proche de l'ancien président, « Yuma était en contact direct avec Joseph Kabila, qui le consultait officieusement sur nombre de dossiers ».

OBSTACLE YUMA, PÉRIODES NÉGOCIATIONS, TOUJOURS TRAVAIL À GAGNER... LES BELGES, IL Y EN A ENCORE DANS ANGST... SONT TERS RIEN

Il est aussi président de la Gécamines et est considéré comme un homme d'affaires au Congo.

jeuneafrique

ESPIONNAGE
Qui écoute qui?
(et comment se protéger)

43

DISPONIBLE DÈS MAINTENANT

chez votre marchand de journaux et en édition digitale

www.jeuneafrique.com



DOUANES CONGOLAISES

Les agents invités à s'impliquer dans la protection de l'environnement

L'action douanière est jugée cruciale en matière de protection de l'environnement, de même qu'elle peut garantir le recouvrement efficace des accises sur les émissions de carbone.

Dans un message délivré, le 23 janvier, la ministre du Plan, de la statistique et de l'intégration régionale, Ingrid Ebouka-Babackas, a mentionné le fait que la douane jouit d'une position unique aux frontières lui permettant de participer à la réalisation des dix-sept Objectifs de développement durable(ODD) d'ici à dix ans.

Pour le gouvernement, il est temps pour cette régie d'agir en faveur du développement durable. « *Puisqu'il ne reste plus que dix ans pour les atteindre, il est donc essentiel que les administrations douanières relèvent les défis environnementaux, sanitaires, économiques et so-*

ciaux tout en veillant à dynamiser leurs efforts actuels pour apporter une réponse forte et efficace », a martelé Ingrid Ebouka-Babackas.

En effet, les agents des frontières peuvent agir à travers la chaîne logistique internationale et leurs pratiques professionnelles pour servir les personnes, en veillant à leur sûreté et sécurité ; garantir la prospérité en réduisant les barrières au commerce, protéger la planète et en garantir la durabilité pour les générations futures.

La ministre du Plan a souligné l'importance des réformes en cours de l'administration des douanes congolaises, pour sa modernisation en vue d'un

bon accomplissement de ses missions de contrôle aux frontières. L'effort de l'exécutif devrait permettre à celle-ci de reprendre à son compte la noble ambition de développement inclusif et durable.

Le message de la ministre prélude à la Journée internationale de la douane, célébrée le 26 janvier, dont le thème retenu cette année par l'Organisation mondiale des douanes(OMD) est « *la durabilité au cœur de l'action douanière pour les personnes, la prospérité et la planète* ».

À cette occasion, l'OMD a appelé les douanes du monde à mettre en œuvre les réformes du secteur ; les échanges internatio-



La ministre Ingrid Ebouka-Babackas

naux stipulés par les accords environnementaux multilatéraux ; appliquer les techniques de gestion des risques et d'analyse des données pour faciliter le commerce ; élargir la portée

du programme sur la douane numérique ; réduire l'impact de la contrefaçon et du pirate afin d'empêcher une concurrence déloyale...

Fiacre Kombo

AGRICULTURE

Le deuxième forum national s'ouvre mercredi à Brazzaville

Le deuxième forum national sur l'agriculture, l'élevage et la pêche va se tenir du 29 au 31 janvier, à l'auditorium du rectorat de l'Université Marien-Ngouabi.

Organisé par le ministère de l'Agriculture en partenariat avec la Banque mondiale et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, ce rendez-vous vise à proposer des actions d'envergure devant permettre l'augmentation de la production des denrées alimentaires. C'est ainsi que les cent cinquante participants attendus plancheront sur le financement de l'agriculture au Congo : enjeux, défis et perspectives. La gestion des risques du secteur agropastoral et halieutique, la productivité agricole et la résilience aux changements climatiques ainsi que des programmes et projets agricoles seront aussi au menu des discussions.

Rappelons que le 1er forum sur

le même thème s'était tenu en avril 2019. Il avait permis la validation des documents définissant le cadre juridique, stratégique et programmatique du secteur agricole. Il s'agit de la politique agropastorale et halieutique puis des projets de lois sur l'agriculture, l'élevage et la pêche.

A cet effet, le gouvernement doit produire plus, afin de réduire les importations massives des denrées alimentaires qui sont passées de 120 à 600 milliards de FCFA entre 2009 à ce jour.

Dans le cadre de recherche des voies et moyens en vue de la mécanisation et de l'intensification de l'agriculture congolaise, le Congo va organiser le 25 février prochain, à Amsterdam au Pays-Bas,

le forum « Grow Congo Invest in agriculture. »

Financé par le Projet d'appui au développement de l'agriculture commerciale avec le soutien d'une banque Néerlandaise, ce forum qui portera sur le financement de l'agriculture vise à promouvoir les investissements dans les secteurs public et privé afin de réaliser l'ambition de transformer l'agriculture congolaise.

Soulignons que le programme national de développement 2018-2022 consacre l'agriculture comme moteur principal de la croissance et de la diversification de l'économie, en vue d'assurer la sécurité alimentaire de la population congolaise.

Lopelle Mboussa Gassia

STATISTIQUES

Le budget du Pstat 2020-2021 s'élève à douze milliards de FCFA

Le Projet de renforcement des capacités en statistiques (Pstat) a adopté son budget exercice 2020-2021, à l'issue de la 5e session du comité de pilotage tenue le 24 janvier à Brazzaville. Ce budget arrêté à la somme de 12 milliards FCFA couvre plusieurs opérations.

Cofinancé par le Congo et la Banque mondiale, ce budget permettra la réalisation d'un certain nombre d'activités, notamment la contribution au recensement général de la population et de l'habitation ainsi que des entreprises du Congo. Le lancement en mars prochain des opérations de cartographie sanitaire et de l'enquête des ménages font également partie des activités prévues par le projet. A cela s'ajoute la construction du siège de l'Institut national de la statistique(INS) qui abritera en son sein le centre d'application de la statistique et de la planification.

« Nous avons été réunis ce jour

pour regarder, valider le projet de budget pour l'année 2020 et 2021 parce que le projet prendra fin le 30 avril 2020 », a indiqué le coordonnateur du PSTAT, Valery Alakoua.

« Cette année sera très chargée car nous avons plusieurs grandes opérations de collecte qui vont démarrer et la construction du siège de l'INS. Cela mobilisera l'ensemble du personnel du PSTAT ainsi que les bénéficiaires dans la réalisation de toutes ses activités », a signifié le coordonnateur du PSTAT. « Pour l'année 2020 nous pensons réaliser les activités autour de 10 milliards et le

reste pour l'année 2021 », a-t-il poursuivi.

Outre l'adoption du budget, cette rencontre a permis d'évaluer la mise en œuvre dudit projet au 30 novembre 2019, examiner et valider le compte rendu de la dernière session du comité de pilotage, apprécier l'exécution du Plan de travail annuel 2019. Le rapport sur l'état d'avancement des activités a été validé de même que celui de l'exercice en cours.

Signalons que le projet qui se clôturera dans les seize prochains mois vise à renforcer les capacités de production et de diffusion des statistiques fiables au Congo.

Gloria Lossele

SANTÉ

L'Ordre de Malte France va rénover l'hôpital d'Enyellé

Dans le cadre de la deuxième phase de son projet en République du Congo, l'Ordre de Malte va réhabiliter et équiper le centre de santé d'Enyellé, situé dans le département de la Likouala, où ses équipes médicales offrent des soins médicaux à la population.



Guy Steiner et Jérôme Lockhart/Photo Adiac

Selon le chef de projet de l'Ordre de Malte France au Congo, Guy Steiner, la Congolaise industrielle de bois (CIB) est en train de construire une scierie à Enyellé. Au terme des travaux du centre de santé, a-t-il confié, à la fois la population et les employés de la CIB vont bénéficier des soins médicaux. « Quand il sera opérationnel, on espère d'ici à la fin de l'année, on commencera à faire des choses significatives... Pour cela, nous allons mettre en place une pharmacie, un laboratoire, un bloc opératoire pour faire de la chirurgie essentielle, c'est-à-dire des césariennes, des hernies, etc. », a expliqué Guy Steiner.

Grâce aux cliniques mobiles, les équipes de l'Ordre de Malte arrivent à soigner la population vivant dans les localités éloignées de la Likouala où elles administrent des soins aux malades souffrant de la lèpre et d'autres pathologies. « La lutte contre la lèpre est un peu le cœur de notre métier. Il n'y a aucune organisation, actuellement, qui plaide en faveur de cette cause. Nous allons à la rencontre de la population avec des véhicules ou des pirogues. On a découvert plus de 400 cas de lèpre », a dit le chef de projet de l'Ordre de Malte au Congo.

L'Ordre de Malte est appelé à réaliser son projet, d'une durée de trois ans, attendu par la population de la Likouala. Il travaille en partenariat avec le ministère congolais de la Santé, l'Agence française de développement, la CIB et d'autres structures.

Hormis l'aspect sanitaire, l'Ordre de Malte œuvre aussi en matière de développement à travers un appui dans les domaines de l'agro-alimentaire, de l'apiculture et bien d'autres.

De son côté, Jérôme Lockhart, également responsable de l'Ordre de Malte, a fait savoir que « nous avons l'impression de monter quelque chose qui, finalement, est assez fragile. L'Ordre de Malte est la seule association ou ONG présente en permanence à Enyellé. Nous avons rencontré beaucoup d'acteurs congolais et étrangers sur place qui partagent cette envie que le projet réussisse ».

Christian Brice Elion

Profitez de nos FORFAITS PEINTURE durant toute l'année.

Berline
299 000
FCFA TTC

4X4
399 000
FCFA TTC

*Valable sur tous types de véhicules *pour coloris identique*

*Hors carrosserie et pièces de rechange.
*Tous travaux de carrosserie feront l'objet d'un devis complémentaire.

cfao
MOTORS

Pointe-Noire : 13 Rue Côte Matève
Brazzaville : Bld Denis Sassou Nguesso
www.cfaomotors-congo.com

BP 1110 - Tél.: (242) 05 313 29 97 / 05 550 17 78 / 06 665 44 65
BP 247 - Tél.: (242) 05 313 29 98 / 05 504 93 33 / 06 665 14 39
Email : cfaomotorscongo@cfao.com

IATA

HARIOM TRAVELS
Agence de VOYAGES et de TOURISME

- Vente de Billets d'avion
- Assistance voyage
- Visas
- Reservation Hôtels
- Location de voitures

SÉJOUR TOURISTIQUE À **DUBAI**

POINTE NOIRE: Tél.: +242 05 555 55 79 - 04 485 09 09
E-mail: salespnr@hariomtravels.net
BRAZZAVILLE : Tél.: +242 05 302 67 86 - 04 431 03 50
E-mail: salesbzv@hariomtravels.net
www.hariomtravels.net

BUROTEC

Un fournisseur unique pour votre bureau

hp
lenovo
ASUS APC acer
Canon
DELL

Agence Pointe-Noire
98, Bld Charles de Gaulle - B.P. 828
Pointe-Noire - République du Congo
Tél. : 05 537 14 46 / 05 537 14 47 / 22 294 08 04
contact@burotec.biz / sales@burotec.biz

Agence Brazzaville
Rond point de la gare, immeuble Airtel, Centre-Ville
Brazzaville - République du Congo
Tél. : 05 537 14 71 / 05 537 14 75
contactbzv@burotec.biz / salesbzv@burotec.biz

www.burotec.biz

BRAZZAVILLE

Les travaux avancent pour endiguer l'érosion de Ngamakosso

Le traitement de l'érosion, qui suit normalement son cours, prendra fin dans quelques mois. De là viendra le soulagement des populations tant dans la circulation que la sauvegarde de leurs domiciles menacés par ce phénomène environnemental.

Les travaux visant à contenir l'érosion de Ngamakosso se font en deux phases. Le remblai de la première partie est très avancé. « Le traitement à ce niveau se fait en profil mixte étant donné que les maisons de la partie gauche sont en haut et celles de la droite

sont en bas. Cela permettra de canaliser les eaux qui viendront des quartiers perchés sur les montagnes de Ngamakosso », ont expliqué les travailleurs à pied d'œuvre. De l'autre côté du talus en béton qui scinde l'érosion en deux, le travail se fait également

mais n'a pas encore atteint le même niveau que la partie dont le remblayage est quasiment fait en totalité.

Néanmoins, de ce côté-là, le collecteur qui conduira les eaux jusqu'au fleuve est déjà installé. La canalisation des eaux et

le remblai qui se fait mettront à l'abri des habitations et feront en sorte que l'érosion ne s'étende pas jusqu'au viaduc.

Chaque jour qui passe, avec une lueur d'espoir, les populations viennent assister à l'avancement des travaux. « Quand tout finira, nous serons soulagés puisque notre quartier sera désormais connecté avec le reste de la ville en nous épargnant des contours dans la circulation. Les maisons qui sont autour ne seront plus menacées par l'érosion une fois le traitement fini », a indiqué Jules Ipami, un riverain, à côté de plusieurs autres qui s'impatientent de voir les travaux finir pour pousser un ouf de soulagement.

Sur la durée des travaux de traitement de cette érosion, aucune précision n'a été donnée. Ce qui est sûr, c'est qu'ils vont durer quelques mois encore. La réalité est telle qu'une entreprise ne peut travailler qu'en fonction de l'enveloppe financière mise à sa disposition. Les financements doivent donc être toujours dis-

ponibles pour que tout avance comme souhaité, a fait savoir un des responsables de l'entreprise en charge des travaux.

L'érosion de Ngamakosso, qui s'étend sur un tronçon d'au moins cent mètres, a coupé le quartier avec le reste de la ville depuis plus de deux ans. Les pluies diluviennes l'avaient aggravée au point où pour les habitants des quartiers Ngamakosso, Château d'eau et Manianga, dans le sixième arrondissement Talangai, rejoindre le centre-ville de la capitale est un véritable chemin de la croix. Les véhicules en provenance du quartier Château d'eau s'arrêtent au niveau de l'arrêt « Marché ». Par contre, ceux venant de la ville ont pour terminus « Arrêt ya kala ».

Quand le traitement de l'érosion prendra fin, cette réalité n'appartiendra plus qu'au passé. Après Ngamakosso, les pouvoirs publics se tourneront assurément vers d'autres érosions qui ont pris de l'ampleur dans la capitale.

Rominique Makaya



Une partie de l'érosion quasiment traitée en totalité

SANTÉ

Encore plus d'efforts pour améliorer l'accès aux soins de qualité

Pour la prochaine demande de financement, dans la lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme, le Fonds mondial a appelé le gouvernement à tenir compte d'un certain nombre de piliers sanitaires dont le renforcement des systèmes communautaires pour améliorer les soins en quantité et en qualité.

Lors du dialogue pays, tenu récemment à Brazzaville, sur le sida, la tuberculose et le paludisme, ces maladies ont été retenues comme priorité de l'année. Ainsi, le Fonds mondial qui mobilise les financements au plan international pour contrer ces trois pathologies a demandé au gouvernement congolais de poursuivre ses efforts dans ce combat. Pour la prochaine demande des financements y afférents, le pays est appelé à tenir compte du renforcement des systèmes communautaires pour améliorer l'accès et la qualité des soins, l'approvisionnement fiable et ininterrompu des produits de santé de qualité.

Par ailleurs, il est aussi question de renforcer les systèmes de données pour la santé et la capacité du pays dans leur analyse et leur utilisation. Le plateau technique des labo-



Les participants au dialogue pays avec le Fonds mondial

ratoires en vue de fournir des services de diagnostic et de suivi des patients pour le sida et la tuberculose doit également être pris en compte.

En novembre 2019, sur la décision du conseil d'administration du Fonds mondial relative au financement disponible pour la période d'allocation 2020-2022, le Congo s'est vu allouer une enveloppe d'environ 35 milliards de FCFA pour la lutte contre ces maladies et la mise en place des sys-

tèmes résilients et pérennes pour la santé. Etant logé dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, 15% de contrepartie incombent au gouvernement puisque les deux parties travaillent de concert dans le cadre d'une stratégie de réduction de la morbi-mortalité liée à ces maladies.

Selon la ministre de la Santé, de la Population, de la promotion de la femme et de l'intégration de la femme au déve-

loppement, Jacqueline Lydia Mikolo, de ces financements, le pays est en droit d'attendre une amélioration de l'impact de ces financements dans le bien-être des populations. « A cela s'ajoute une meilleure intégration des services de santé, la pérennisation des programmes de lutte contre les trois maladies, le respect des engagements du cofinancement pour faciliter la mise en œuvre des subventions du Fonds mondial de manière à

soumissionner au cours de la prochaine fenêtre du 23 mars 2020 », a déclaré la ministre. Elle a, par ailleurs, souligné que la gratuité effective de la prise en charge de la tuberculose, du paludisme et du sida a soulagé nombre de familles et réduit fortement l'incidence et la mortalité liée à ces maladies dans le pays. Lors de la 6e conférence de reconstitution des fonds qui s'est tenue à Lyon les 9 et 10 octobre 2019, le Fonds mondial a annoncé avoir obtenu plus de quatorze milliards de dollars de promesses des différents pays contributeurs pour le prochain cycle 2021-2023. Le Congo n'est pas resté en marge de cet appel à reconstitution de fonds. Le pays s'est en effet engagé à mobiliser environ trois milliards de FCFA comme contribution du gouvernement congolais à cet effort mondial.

Rominique Makaya

Le WWF recherche un(e) assistant (e) technique pour son projet ETIC au Congo Brazzaville. Les candidats intéressés sont invités à récupérer les termes de référence au bureau WWF, 2 avenue de la base- Immeuble MTN, Batignolles/ Brazzaville- République du Congo. Contact : 06.476.31.18. La date limite des candidatures est fixée au vendredi 07 février 2020 à 24h00.



LE RESEAU DES SMARTPHONES

KABA LI SOLO
Chez Airtel, on offre 5 Giga
d'internet pour changer sa sim 3G
en 4G
***175#**



**5GIGA
GRATUIT**

SIM MASOLO



4G

ROUTE KINKALA-MINDOULI

Raul Mateus Paula : « Il faut réagir vite pour sauver cet investissement »

En poste au Congo depuis 2018, l'ambassadeur, chef de la délégation de l'Union européenne (UE), Raul Mateus Paula, évoque, dans une interview aux Dépêches de Brazzaville, les actions menées, ces derniers mois, par son institution en faveur des populations et donne son avis sur les questions liées à la gouvernance et le processus électoral en cours, mais également la route Kinkala-Mindouli pour laquelle il invite le gouvernement à réagir vite pour sauver cet investissement.

Les Dépêches de Brazzaville (L.D.B) : L'UE a été l'un des partenaires du Congo à réagir promptement en faveur des populations inondées du nord. Pourquoi tant d'attention portée aux catastrophes naturelles ?

Raul Mateus Paula (R.M.P) : Par solidarité aux populations victimes des inondations dans les départements du nord Congo, l'UE ne pouvait être indifférente à cette situation qui a mis à mal quelque 180 mille personnes sinistrées. Pour alléger leur souffrance, nous avons aussitôt passé des messages auprès des organismes et services en charge de l'aide humanitaire, lesquels ont répondu promptement à l'appel d'aide du Congo Brazzaville et de la République démocratique du Congo qui connaît, elle aussi, une situation dramatique.

Les deux délégations ont donc débouqué un montant d'un million d'euros (656 millions FCFA) dont 300 mille euros pour le Congo Brazzaville. Je suis heureux parce que nous avons travaillé de commun accord avec le PAM, qui a mis en place un système très pratique en utilisant la plate-forme qui permet d'élaborer la liste des potentiels bénéficiaires, en se basant d'une carte électronique.

Le partenariat avec l'Union européenne est multiforme. Nous avons l'aide au développement et l'aide d'urgence qui est un cas d'urgence. Mais il faut que nous fassions, avec le PAM, le point de l'aide au développement dans ces départements. Dans ces régions où nous sommes intervenus, nous comptons aussi renforcer nos projets au développement, dans le domaine de l'agriculture et dans le soutien des populations. Vu que nous sommes à la fin d'une programmation du 11ème FED qui se termine en 2020, en attendant une nouvelle programmation qui va arriver. Malheureusement, l'humanité ne se porte pas bien avec des guerres et des catastrophes naturelles, il y a les Nations unies qui vont faire appel aux fonds d'aide vu qu'il y a de plus en plus de besoin. En gros, la résilience est vraiment importante

L.D.B : L'une des activités phares de l'UE en 2019 a été l'organisation du séminaire sur Erasmus. En quoi consiste ce programme et quel est son intérêt pour les bénéficiaires ?

R.M.P : En arrivant au Congo, j'ai constaté que ce programme, qui offre beaucoup d'opportunités qui a un grand succès depuis plus de 30 ans en Europe, n'était



Raul Mateus Paula interviewé par guy-gervais Kitina/Adiac

pas bien connu du fait d'un déficit d'information.

Il offre des possibilités que ce soit pour les masters, licence-master, mobilité des étudiants, les universitaires, les centres de recherche de l'université, la formation professionnelle et même les sportifs. Au regard de cette palette très large, il fallait donc stimuler ce programme que nous avons matérialisé ensemble avec le gouvernement et les universités, avec le concours des Etats membres, mais également les différentes agences.

Pour la première fois, le séminaire Erasmus organisé à Brazzaville a été un grand succès avec des débats de grande qualité. Dans la suite dudit programme, l'appel à proposition s'étale jusqu'au 5 février après quoi, nous tiendrons une autre réunion ici même à la délégation de l'UE pour mobiliser de nouveau les étudiants qui s'intéressent à ce programme qui a été encouragé par le sommet des chefs d'Etat en novembre 2017 et dont l'une des recommandations était de faciliter la mobilité des jeunes en Europe et dans le monde.

L.D.B : Vous arrivez au Congo au moment où le pays était en pleine discussion avec le Fonds monétaire international, dans le cadre d'un programme de Facilitation élargie de crédit. Comment appréciez-vous ce programme pour les pays en développement ?

R.M.P : Effectivement j'ai trouvé, à mon arrivée, le Congo dans une situation de dette interne, externe et des traders qui était source de souffrance pour les congolais parce que l'Etat ne disposait plus des ressources financières nécessaires pour faire face à toutes ses charges liées notamment au paiement des salaires, des bourses et bien d'autres. Il est donc évident que l'accord conclu avec le Fmi est

très important pour le pays, car il permet de retrouver les équilibres macroéconomiques, mais d'un côté il y a le problème de gouvernance auquel il faille s'attaquer.

Le Congo étant un pays à revenu intermédiaire et qui aspire à devenir un pays émergent à toutes les conditions pour y parvenir. C'est dire qu'il y a des raisons d'espérer. Cependant, il est important d'investir dans des projets structurants tels que l'énergie, le digital, l'agriculture et penser diversification de l'économie afin de sortir de la forte dépendance du pétrole.

Je me réjouis de cet accord d'autant plus qu'il offre un paquet d'aide budgétaire à la fois du Fmi, de la Banque mondiale et de la France qui d'ailleurs déjà réagit au même titre que la Bad. Par ailleurs, pour atteindre les objectifs de cet accord basé sur plusieurs mesures, il est nécessaire que les équilibres macroéconomiques soient retrouvés et donner une marge aux prêts souverains et financer des projets importants. Aussi, il est fondamental d'améliorer la gouvernance par la mise en œuvre des réformes portant notamment sur la transparence des flux financiers à travers la digitalisation, des audits et la lutte contre la corruption ; améliorer le climat des affaires afin d'attirer les investissements, ce qui permettra d'atteindre les objectifs visés pour les autorités congolaises.

Je me réjouis, d'une part de ce que le programme respecte les secteurs sociaux de base, ce qui allège, tant soit peu, les souffrances des populations. D'autre part, je souhaite que le gouvernement mette un accent particulier sur les mesures portant sur la moralisation des cadres et réduise des paiements cash en privilégiant le mode électronique pour éviter les détournements de fonds comme cela se fait aujourd'hui au niveau du

secteur forestier grâce à la mise en œuvre du processus Flegt pour lequel le Congo a connu des avancées significatives.

L.D.B : L'UE dispose-t-elle des mécanismes d'appui du gouvernement en matière de bonne gouvernance ?

R.M.P : Nous avons dans tous nos programmes un volet bonne gouvernance. A titre d'exemple, il y a le programme de renforcement des capacités entrepreneuriales et commerciales qui a pour objectif d'améliorer le climat des affaires et la gouvernance dans les communautés locales : cas du projet de construction du port de pêche de Pointe-Noire cofinancé à hauteur de 30 millions d'euro avec l'AFD. En ce qui concerne les finances publiques, nous sommes également disposés d'aider le gouvernement dans l'amélioration de la gouvernance.

L.D.B : Le Congo se prépare d'organiser, en 2021, l'élection présidentielle souvent source de violences. Comment l'UE entend-elle s'impliquer dans ce processus pour favoriser des consultations non violentes, transparentes, libres et crédibles ?

R.M.P : La démocratie et les droits de l'homme sont des valeurs fondamentales de l'Union européenne. Ceci dit nous partageons, dans le cadre de notre partenariat externe, des valeurs avec l'Afrique dans le cadre des accords de Cotonou. C'est dire que pour le cas précis, c'est au Congolais de gérer leurs affaires internes. Pour autant, nous discutons avec les autorités mais aussi la société civile sur le dialogue politique, la question des droits de l'homme et de la gouvernance électorale. Si l'opposition congolaise nous sollicite, je pense qu'il serait important d'échanger et discuter avec elle sur toutes ces questions.

Je pense qu'il est utile de se par-

ler, de dialoguer parce que c'est par le dialogue qu'on parvient à trouver des solutions sur les questions portant sur la gouvernance électorale, la commission indépendante, le fichier électoral qui est toujours sensible lorsqu'il s'agit d'une élection, mais aussi la sensibilisation des électeurs et leur accès aux lieux du vote en vue d'une large participation des citoyens à ces échéances. En clair, nous, en tant qu'Union européenne, nous sommes prêts à accompagner le gouvernement, les partis politiques, le conseil national de dialogue et la société civile dans ce processus afin qu'il soit apaisé.

LDB : Qu'en est-il aujourd'hui du tronçon Kinkala-Mindouli cofinancé par l'UE et le gouvernement et dont les travaux arrêtés pour cause d'insécurité dans le Pool tardent à être relancés ?

R.M.P : J'ai constaté à mon arrivée qu'effectivement ce projet était arrêté à la fois pour des raisons d'insécurité et de crise financière que traverse le pays.

Il faut cependant rappeler que ce projet est d'un montant de 60 millions d'euros dont 20 millions constituant la part de l'UE étaient décaissés. Etant largement avancés, ces travaux sont arrêtés jusqu'aujourd'hui faute de la contrepartie congolaise. Par conséquent, la société constructrice attend légitimement d'être payée.

Je voudrais faire un lien avec la crédibilité, ce qui m'a permis de tirer, auprès des autorités, la sonnette d'alarme pour dire que 20 millions d'euros c'est beaucoup d'argent d'où la nécessité de faire vite pour sauver cet investissement. Malheureusement, à ce jour, je constate que rien n'est fait et nous courons donc le risque que cet argent soit jeté. En ce qui me concerne, cela me pose un problème car il y a des risques que l'UE se retire du projet. D'où l'intérêt de réagir vite.

En effet, lors de la 11ème FED, l'UE, de même que la Banque mondiale, a pris l'option de ne plus continuer à financer des projets d'infrastructures s'il n'y a pas de bonne gouvernance. Pour le cas du tronçon Kinkala-Mindouli, je réitère mon appel aux autorités à sauver cet investissement, ce qui m'aiderait, sinon il me serait difficile de faire plaidoyer. Car je suis convaincu que ce pays a des atouts pour être un pôle de stabilité et de rayonnement pour l'Afrique centrale. Les conditions sont réunies et j'y crois.

Propos recueillis par Guy-Gervais Kitina

DROIT DU SOL

Trump interdit les visas aux femmes étrangères enceintes

Le président américain, Donald Trump, a ouvert, le 23 janvier, un nouveau front dans son combat contre l'immigration en s'attaquant au « tourisme de maternité ».

Cette pratique controversée, qui vise à tirer profit du droit du sol très extensif en vigueur selon la loi américaine, était déjà dans le viseur des autorités. Et notamment des forces de l'ordre, qui ont démantelé plusieurs réseaux clandestins accusés de monnayer l'accouchement sur le sol américain. Ainsi, l'administration Trump a décidé de donner un tour de vis à l'octroi de visas. A compter du 24 janvier, « le département d'Etat ne délivrera plus de visas de visite temporaire aux étrangers qui veulent entrer aux Etats-Unis pour du tourisme de maternité », a annoncé la Maison-Blanche dans un communiqué daté du 23 janvier.

Les nouvelles règles visent clairement les femmes qui « se rendent aux Etats-Unis pour que, en

donnant naissance sur le sol américain, leur enfant obtienne automatiquement et de manière permanente la nationalité américaine ».

Selon le texte, il revient désormais aux agents des consulats américains à travers le monde de « refuser un visa B » pour affaires ou loisir s'ils ont « une raison de croire » que la personne en faisant la demande veut en réalité uniquement donner naissance pendant son séjour.

Difficile mise en œuvre

Face aux soupçons de refus arbitraires qui pourraient se multiplier, un responsable du département d'Etat américain a assuré que les agents consulaires avaient « reçu la consigne de ne pas demander à toutes les femmes demandant

un visa si elles sont enceintes ou entendent tomber enceintes ».

De la même manière, ils « ne seront pas autorisés à réclamer un test de grossesse ». Ce responsable a reconnu que le phénomène était difficile à chiffrer, évoquant « des milliers d'enfants » nés chaque année de femmes venues grâce à un visa B. Mais il a affirmé que la tendance était à la hausse.

Réseaux clandestins

Selon une étude du Center for Immigration Studies, 33.000 naissances ont été le fruit de ce « tourisme de maternité » entre mi-2016 et mi-2017 — sur un nombre total de 3,8 millions de naissances annuelles aux Etats-Unis. La Maison-Blanche a invoqué la « sécurité nationale » pour justifier le changement réglementaire, qui « va permettre de combattre ces abus endémiques et en fin de compte protéger les Etats-Unis ». Elle a aussi expliqué que cette « industrie du tourisme de maternité » alimentait « les activités criminelles ». Certains opérateurs font payer jusqu'à 100.000 dollars, avance le département d'Etat.

Josiane Mambou Loukoula

GABON

Une grève générale contre la réforme du Code du travail

Depuis le 23 janvier, une quinzaine de syndicats gabonais ont appelé à la grève générale. Ils protestent contre la réforme du Code du travail en cours de discussion.

La réforme du Code du travail souhaitée par le gouvernement gabonais inquiète les partenaires sociaux au Gabon. De nombreux syndicats sont vent debout.

Après leur déclaration du 21 janvier annonçant l'entrée en grève des travailleurs des secteurs parapublics et privés qui leur sont affiliés, la Confédération syndicale gabonaise (Cosyga) et la Confédération gabonaise des syndicats libres (Cgsl) ont retiré leurs préavis à la veille de la mobilisation, signant un protocole d'accord avec le gouvernement suite à l'annonce du ministère du Travail, qui a affirmé son souhait d'organiser une séance plénière pour discuter de la réforme du Code du travail.

Peu après la signature de ce protocole d'accord, certains syndicats se sont déjà désolidarisés de la démarche de la Cosyga et de la Cgsl, jugée cavalière par de nombreux syndicats.

« Cette suspension du mouvement s'est faite dans notre dos et n'engage que les deux signataires », dénonce Sylvain Mayabith, le secrétaire général de l'Organisation nationale des employés du pétrole (Onep). Pour lui, les conditions ne sont pas réunies pour mettre un terme à la mobilisation. Il demande au gouvernement de prendre en compte les amendements rédigés par les partenaires sociaux et de donner des garanties sur le maintien des acquis. Conséquence de la division des syndicats : la mobilisation a commencé tard dans la journée de jeudi. Elle doit continuer jusqu'à lundi si aucune autre négociation n'est engagée avec le gouvernement. L'Onep, le Seerpac, la SAP, CSAG, CGSL, CNSG, CDSA, CSDT, Unasytrag, Cosyga, Solidarité, Saam, Sytrabga, Satap-G et le Syntee, signataires du procès-verbal n'entendent pas fléchir. Ils invitent le Premier ministre à prendre la mesure réelle de la situation pour éviter la paralysie de l'économie nationale en réunissant toutes les parties prenantes.

J.M.L.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU

Dix pays mauvais payeurs privés du droit de vote

Dix pays, dont six d'Afrique - la Centrafrique, la Gambie, les Comores, Sao Tomé-et-Principe, la Somalie, le Lesotho - ayant accumulé trop d'arriérés dans leurs contributions ont perdu leur droit de vote à l'Assemblée générale, a annoncé le porte-parole de l'ONU.

« Dix membres ont accumulé des arriérés tombant sous le coup de l'article 19 » de la Charte des Nations unies, a indiqué le porte-parole de l'ONU, Stéphane Dujarric, lors de son point-presse. L'article 19 prévoit une suspension de vote à l'Assemblée générale pour les pays dont le montant des arriérés est égal ou supérieur à la contribution due par lui pour les deux années complètes écoulées. Sont concernés par cette suspension, la Centrafrique, les Comores, la Gambie, le Liban, le Lesotho, Sao Tomé et Principe, la Somalie, le Tonga, le Venezuela et le Yémen.

En octobre 2019, l'Assemblée générale a décidé que les Comores, Sao Tomé-et-Principe et la Somalie pouvaient garder leur droit de vote au sein des Nations unies jusqu'à la fin de la session actuelle en septembre. En cas de manquement cette année, ces trois pays seront sanctionnés. Ils s'ajoutent à la Centrafrique, la Gambie, le Liban, le Lesotho, le Tonga, le Venezuela et le Yémen, suspendus pour la 74e Assemblée générale. L'article 19 de la Charte de l'ONU prévoit que l'Assemblée générale peut autoriser des États mauvais payeurs à garder leur droit de vote lorsque leurs manquements sont dus à des circonstances indépendantes de leur volonté.

L'ONU traverse une crise de financement et une crise financière depuis plusieurs années. « La crise financière est appelée à empirer si des mesures ne sont pas prises d'urgence pour accroître les réserves de liquidités et surmonter les obstacles structurels », met en garde son secrétaire général, Antonio Guterres.

La nation la plus riche de la planète et plus grand contributeur, les États-Unis, accuse la dette la plus lourde. Washington doit plus de 2,1 milliards de dollars à l'ONU, soit 60% de la dette totale des États membres, dont 53% sont des arriérés. Si les États membres qui ont la capacité de payer ne s'acquittent pas de leur contribution en temps voulu, les finances de l'Organisation seront comme « une rivière sans source ou un arbre sans racine », a prévenu la Chine. Que l'on cesse de parler de « crise financière », s'est échauffée la Fédération de Russie. La situation financière des Nations unies est « saine », a-t-elle déclaré, appelant le secrétariat de l'ONU à prendre des mesures pour lutter contre les arriérés plutôt que de proposer des réformes. Le budget de fonctionnement de l'ONU s'élève à trois milliards de dollars et celui des opérations de paix atteint six milliards de dollars. La situation financière en 2018 a été la pire dans l'histoire récente de l'Organisation. Le déficit de trésorerie du budget ordinaire a atteint un niveau record de cinq cents millions de dollars. Parallèlement, plusieurs opérations de maintien de la paix se heurtent à des déficits de trésorerie.

Noël Ndong

OFFRE DE STAGES PRATIQUES

ANNONCE NUMERO: BRAZZAVILLE FNSIP-001/2020

DATE D'OUVERTURE DE L'OFFRE : 13 Janvier 2020
DATE DE CLOTURE : 13 février 2020

EXIGENCES GENERALES POUR LE STAGE :

- Etre étudiant Congolais ou résident âgé de 18 ans au moins et régulièrement inscrit dans une université/un institut au Congo
- Avoir une bonne connaissance en Anglais
- Avoir un certificat médical délivré par un médecin de notre choix et avoir réussi à notre procédure de sécurité .

POSTES DE STAGE VACANTS :

1. Stagiaire Ressources Humaines

Tâches principales d'imprégnation : Recrutement, correspondances RH, gestion d'information RH, etc.

Condition requisite : Être étudiant en Management des Ressources Humaines

2. Stagiaire Relations Publiques

Tâches principales d'imprégnation : Gestion de la Bibliothèque, Soutien aux clubs d'Anglais, gestion de nos plateformes de média sociaux et des statistiques mensuelles, etc.

Condition requisite : Être étudiant en études communicationnelles, en langues vivantes étrangères (Anglais) ou assimilées.

COMMENT DEMANDER LE STAGE:

Tout étudiant intéressé à cette offre de stage doit soumettre les documents ci-après :

- Un curriculum vitae
- Tout document universitaire/de l'Institut attestant que vous répondez aux conditions requises pour le stage
- Le formulaire de demande de stage ainsi que le formulaire de déclaration d'intérêt. Ces deux formulaires sont rendus disponibles par le service des Ressources Humaines de l'Ambassade des Etats-Unis d'Amérique.

Adresser la demande sous pli fermé au :

Management Officer

U.S. Embassy Brazzaville –Boulevard Denis Sassou Nguesso

No: 70-83 sections D (Face Maternité Blanche Gomez) Bacongo, Centre-Ville.

Pour de plus amples informations sur cette offre d'emploi, prière de visiter le site web: <https://cg.usembassy.gov/embassy/jobs/fnsip/> ou contacter le bureau des Ressources Humaines (tél: 06-612-2000/06-612-2109/06-612-2073/06-612-2133, email : BrazzavilleHRjobs@state.gov)

Merci de votre intérêt pour l'Ambassade des USA à Brazzaville.
Bonne chance!

HYDROCARBURES

Le secteur augmente son activité

L'exploration pétrolière n'a jamais été aussi active qu'en 2019, en dépit des alertes sur le changement climatique, souligne une étude du Westwood Global Energy Group (WGE) sur le dynamisme du marché de l'exploration pétrolière.

Des chiffres démontrent un intérêt indéfectible des lobbies du secteur pour les énergies fossiles. Un constat d'autant plus surprenant à l'heure où les compagnies pétrolières sont appelées à agir contre le réchauffement climatique et à mettre en œuvre des politiques efficaces de transition énergétique. « Le débat est aujourd'hui quand même beaucoup trop manichéen, trop faussé. On pense qu'il y a un monde blanc et noir. Je comprends qu'il y ait des jeunes qui ont envie qu'on agisse, mais c'est un sujet complexe [...] Les actionnaires, ce dont ils veulent surtout s'assurer, c'est la durabilité de nos dividendes », a déclaré Patrick Pouyanné, PDG de Total à l'occasion d'une conférence de presse en date du 14 janvier à Paris, avant de rappeler que les énergies fossiles représentent près de 90 % du mix énergétique mondial et que cela ne pourrait disparaître d'un coup de baguette.

Pourtant, en octobre dernier, la société réaffirmait son engagement à se réorienter vers une énergie responsable en multipliant par dix sa capacité mondiale de production d'électricité bas carbone, la faisant ainsi passer de 2,7 GW fin 2018 à

25 GW fin 2025. Pour WGE, la passivité des firmes comme Total et les nouveaux chiffres de l'exploration en 2019 montrent que l'appétit pour trouver du pétrole et les énergies fossiles en général ne diminue pas, mais que cela risque d'être pire encore en 2020. Cela remet en question l'engagement des parties prenantes pour une transition énergétique efficace.

Meilleure année pour l'exploration depuis quatre ans

Selon l'étude, le nombre de puits à fort impact à l'échelle mondiale en 2019 était de 91, soit une hausse de 36 % par rapport à 2018. Pour rappel, les puits à fort impact sont les puits ciblant des réserves à plus de 100 millions de barils d'huile et plus de 1 Tcf de gaz naturel.

Les dépenses de forage sont demeurées stables à 3,5 milliards de dollars, car le coût moyen des puits a diminué. Le volume commercial découvert a été le plus élevé depuis 2015, soit environ 13 milliards de barils d'équivalent pétrole (bep). Le taux de succès commercial a, quant à lui, atteint son niveau le plus élevé en 10 ans, soit 32 %, notamment grâce à l'amélioration des techniques de forage. Ce niveau d'activité devrait d'ailleurs

se maintenir cette année, souligne l'étude. Il faut toutefois noter que 77 % des réserves découvertes en 2019 étaient du gaz naturel, moins polluant que le pétrole.

Par ailleurs, les deux plus grandes découvertes de pétrole sont situées sur la licence de Stabroek en Guyane qui, avec plus de six milliards de barils, est l'une des

été signalées. Cela correspond à un taux de réussite de 7%.

57% du taux de réussite commerciale en Afrique

En Afrique, le forage à impact élevé est resté modéré avec quatorze puits exécutés en 2019, mais les taux de réussite commerciale ont affiché 57 % avec plus de trois mil-

aujourd'hui comme la plus grande découverte d'huile du Ghana.

Selon les estimations de WGE, un consultant britannique pour l'ensemble de la chaîne de valeur pétrolière, l'industrie de l'exploration continuera de repousser ses limites en 2020, tant en eaux profondes que peu profondes. En Afrique, une dizaine de puits à fort impact devraient de nouveau être forés avec potentiellement six tests de zones pétrolières pionnières de la Guinée Bissau, du Kenya, de la Namibie et au large du Gabon. D'ailleurs, Total devrait forer en Angola, dans le bassin du Congo, un puits de pétrole à une profondeur d'eau de plus de 3400 m, une première. Les eaux du Brésil représentent aussi une zone à surveiller en 2020, indique le consultant. Au total, l'industrie devrait y tester 6 milliards de barils probables dans des zones pré-salifères situées dans les bassins de Santos et Campos, et le bassin de Ceara. Outre cela, plusieurs dizaines de puits moins importants devraient être forés et les campagnes d'exploration, notamment les acquisitions sismiques, devraient se multiplier partout dans le monde en 2020. Elles devraient aboutir à de vastes campagnes de forage, dans les années à venir.

Josiane Mambou Loukoulou

« Le débat est aujourd'hui quand même beaucoup trop manichéen, trop faussé. On pense qu'il y a un monde blanc et noir. Je comprends qu'il y ait des jeunes qui ont envie qu'on agisse, mais c'est un sujet complexe [...] Les actionnaires, ce dont ils veulent surtout s'assurer, c'est la durabilité de nos dividendes »,

licences pétrolières les plus prolifiques jamais révélées, ce qui place le pays dans le starting-block des futurs eldorados de l'énergie aux côtés du Sénégal, de la Mauritanie ou encore du Mozambique.

L'année 2019 a également vu l'Europe du Nord-Ouest se propulser en tête du classement des régions avec le plus de forages à fort impact. Malgré un programme de forages de vingt-sept puits, seules deux découvertes à fort impact ont

liards de bep découverts, dont environ 80 % de gaz. En Afrique du Sud, une zone pionnière a permis la découverte de l'un des plus gros gisements de condensats de gaz de l'année sur le prospect de Brulpadda. Des découvertes à fort impact ont également été faites dans cinq autres pays : Sénégal, Mauritanie, Nigeria, Angola et Ghana où, pour la première fois, une compagnie africaine a foré en eaux profondes et découvert ce qui se présente

REMERCIEMENTS

L'honorable Ondzé née Ngambolo Bernadette (Betty) et famille remercient de tout cœur, les parents, ami (e)s, connaissances et collègues de leur assistante morale, spirituelle, matérielle et financière lors du décès de son époux, l'honorable Dominique Ondzé (Doukaye), survenu le 02 janvier 2020 à Brazzaville.

Toute sa particulière déférence :

- au président de l'Assemblée nationale et aux députés ;
 - au président du Sénat et aux sénateurs ;
 - aux membres du gouvernement ;
 - aux membres des institutions de la République ;
 - à la fédération PCT Brazzaville ;
 - au comité PCT de ouenzé ;
 - à la direction générale du trésor ;
 - au Comité national olympique et sportif congolais
 - à la Fécoka Ama et aux fédérations sportives nationales ;
 - aux ressortissants de Makotimpoko ;
 - à la grande famille des amies de Brazzaville ;
 - à la grande famille des amies de Kinshasa ;
 - à la Mutuelle «Cartel» de Ouenzé.
- Elle vous prie de trouver ici sa profonde gratitude.



Chico Okana, agent des Dépêches de Brazzaville, Vanessa Chester Koko, ont la profonde douleur d'informer les parents, amis et connaissances du décès de leur fils, Ariol Beni Isaac Okana. La veillée mortuaire se tient au n°22 de la rue Ndolo à Talangaï (arrêt de bus Marché ou Liberté). La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.

INSTITUT
FRANÇAIS
DU CONGO

PROGRAMME DE LA SEMAINE

DU 27 JANVIER AU 1^{ER} FEVRIER

MARDI 28 JANVIER
18H30 CINE-CLUB : LES AVENTURES DE SPIROU ET FANTASIO

MERCREDI 29 JANVIER
19H00 MERCREDI A LA CAFET' : DEGUSTATION ET LIZ

JEUDI 30 JANVIER
LA NUIT DES IDEES "ETRE VIVANT ... ENSEMBLE"
11H00 CINE-SPECIAL : LA PERMANENCE
14H00 CINE-SPECIAL : LIBRE
15H45 CINE-SPECIAL : IL ETAIT UNE FORET
18H00 LITTERATURE : TABLE RONDE AVEC JOSEPH TONDA, REMY BAZENGUISA, FLORENCE BERNAULT, NICOLAS MARTIN-GRANEL, PATRICE YENGO, S'INTERROGERONT SUR CE QUE SIGNIFIE « ETRE VIVANT » AUJOURD'HUI A BRAZZAVILLE ET AILLEURS AU CONGO.
20H00 : L'ART ET LE VIVANT : MISE EN ESPACE PAR GABRIEL OKOUNDJI AVEC STAN MATINGOU, ARSENE, NDALA PEPIN ET SON GROUPE DE DANSEURS.

VENDREDI 31 JANVIER
HOMMAGE A GABRIEL OKOUNDJI
15H30 RENCONTRE LITTERAIRE : ECRIVAINS DE POINTE-NOIRE
17H30 PROJECTION DU FILM : "GABRIEL OKOUNDJI MWENE" SUIVIE D'UN DEBAT.
18H00 CARTE BLANCHE A GABRIEL OKOUNDJI MWENE : MISE EN SCENE D'UN JUGEMENT TRADITIONNEL ET DANSES TRADITIONNELLES TEGUE.

SAMEDI 1^{ER} FEVRIER
10H00 ANIMATIONS : LES RENDEZ-VOUS DE LA MEDIATHEQUE (SAMEDI DES PETITS LECTEURS, L'HEURE DU CONTE), RENCONTRE DE SCRABBLE.
10H00 THÉÂTRE : KOUÉPÉ

HOMMAGE À GABRIEL OKOUNDJI

VENDREDI 31 JANVIER
À PARTIR 15H30

ENTRÉE LIBRE

Pour plus d'infos, veuillez consulter notre agenda du mois sur www.institutfrancais-congo.com

LITTÉRATURE

CRISE LIBYENNE

Les pays voisins rejettent toute ingérence étrangère

Les Etats concernés ont dénoncé, le 23 janvier, toute ingérence étrangère en Libye en guerre et appelé les belligérants au dialogue, au terme d'une réunion à Alger visant à favoriser une solution politique à un conflit qui menace toute la région.

A l'initiative de l'Algérie, la réunion a rassemblé les ministres des Affaires étrangères de Tunisie, d'Egypte, du Tchad ainsi que du Mali. Des diplomates du Soudan et du Niger y ont également participé.

Egalement présent, le ministre allemand des Affaires étrangères, Heiko Maas, qui a informé les participants des conclusions du sommet de Berlin dimanche dernier, où promesse a été faite de respecter un embargo sur les armes et de ne plus interférer dans les affaires libyennes.

Selon un communiqué publié à l'issue de la réunion, les participants « ont exhorté les belligérants libyens à s'inscrire dans le processus de dialogue, sous les auspices de l'ONU, avec le concours de l'Union africaine et des pays voisins de la Libye, en vue de parvenir à un règlement global, loin de toute interférence étrangère ».

« Ils ont appelé à la préservation de la sécurité en Libye, son indépendance et son

intégrité territoriale, ainsi qu'au rejet des interventions étrangères qui ne font que perdurer la crise et la rendre plus complexe », a ajouté le communiqué.

La Libye qui dispose des plus importantes réserves africaines de pétrole est minée par les violences et les luttes de pouvoir depuis la chute en 2011 du régime de Mouammar Kadhafi après une révolte populaire.

Depuis 2015, deux autorités rivales se disputent le pouvoir, le Gouvernement d'union nationale (GNA), reconnu par l'ONU et basé à Tripoli, et un pouvoir incarné par Khalifa Haftar dans l'Est. Une trêve est observée depuis le 12 janvier aux portes de la capitale libyenne entre les pro-GNA et les pro-Haftar qui ont lancé en avril 2019 une offensive pour s'emparer de Tripoli.

« La paix en Libye est synonyme de paix chez nous »

Plusieurs pays africains s'étaient plaints d'avoir été tenus à l'écart du processus dit

de Berlin.

Les conséquences de l'engagement pris à Berlin, sur le terrain restent incertaines : les deux rivaux directs, Fayeze al-Sarraj, le chef du GNA, et Khalifa Haftar, ont refusé de se rencontrer dans la capitale allemande.

Les deux principaux protagonistes dans la crise libyenne n'ont pas participé non plus à

des déclarations de la partie de Kalifa Haftar qui ont estimé que la seule puissance à même de régler le problème c'est l'Algérie. Nous avons leur confiance », a dit l'actuel chef de l'Etat algérien.

« Tous demandent la médiation de l'Algérie. C'est encourageant (...). La paix en Libye est synonyme de paix

observé encore Abdelmadjid Tebboune.

Soucieuse de rester à égale distance des deux camps, l'Algérie qui partage près de 1.000 km de frontière avec la Libye, a multiplié ces dernières semaines les consultations sur ce conflit.

Elle a reçu ces derniers jours notamment des responsables français, italien et égyptien. Dimanche, le président turc Recep Tayyip Erdogan, allié du GNA, est attendu à Alger.

La Turquie a déployé des soldats en soutien au GNA. Le maréchal Haftar est lui soutenu par la Russie, l'Egypte et les Emirats arabes unis.

A son retour d'Alger, le ministre allemand a fait escale à Tunis où il a exprimé le « regret » de son pays d'avoir convié trop tardivement à la conférence de Berlin la Tunisie - qui avait alors décliné l'invitation, et a réaffirmé l'engagement allemand à la faire participer au suivi du dossier libyen, selon la présidence tunisienne.

Nestor N'Gampoula et AFP

« Ils ont appelé à la préservation de la sécurité en Libye, son indépendance et son intégrité territoriale, ainsi qu'au rejet des interventions étrangères qui ne font que perdurer la crise et la rendre plus complexe »,

la réunion d'Alger. Et preuve des tensions persistantes, l'aéroport de Tripoli a dû fermer pendant plusieurs heures après des menaces des pro-Haftar.

Invité à Berlin, le nouveau président algérien, Abdelmadjid Tebboune, avait proposé d'héberger un « dialogue » interlibyen. « Il y a des déclarations de Fayeze al-Sarraj,

chez nous », a-t-il souligné.

« Rien que la mobilisation (des forces algériennes) et l'achat d'armes entraînent des dépenses que l'on pourrait consacrer au développement (...) Chaque fois que nous apprenons qu'il y a un type d'armes (en Libye), nous achetons les (mêmes) armes pour y faire face », a

BARKHANE

La France occulte la provenance de ses forces supplémentaires

À l'issue du sommet de Pau, qui a réuni la France et les pays membres du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad), le président français, Emmanuel Macron, a annoncé que la force Barkhane serait renforcée avec le déploiement de 220 militaires supplémentaires au Sahel.

« Ce renfort répondra au besoin d'accroître notre effort dans la région des trois frontières, dans le cadre de l'approche zonale de Barkhane », a expliqué l'Etat-major des armées (EMA). L'arrivée de ce déploiement supplémentaire, a poursuivi l'EMA, « permettra de renforcer la lutte contre les groupes armés terroristes [...] dans le cadre d'un véritable partenariat de combat avec les forces locales » et aura « également vocation de permettre à Barkhane de répondre plus efficacement encore aux demandes d'assistance des forces du G5 Sahel ».

Pour le reste, l'EMA ne souhaite pas en dire plus pour le moment. « L'origine de ces troupes, le calendrier et la zone de leur déploiement restent confidentiels à ce stade, afin de ne pas fournir de renseignements qui pourraient servir les intérêts des groupes armés terroristes », a-t-il indiqué. Enfin, ni la nature des missions de ce renfort, ni sa composition n'ont été précisées. On sait simplement qu'« à terme, la forme et les missions de ce renfort pourront évoluer pour que Barkhane, qui est en perpétuelle adaptation, accueille et favorise le déploiement de nos partenaires, notamment dans le cadre de la Coalition, et au côté de la Task Force Takuba », a souligné l'Etat-major des armées.

S'agissant de cette Task Force Takuba, qui sera formée par des unités européennes de forces spéciales et dont la mission sera d'accompagner les forces armées locales, la ministre française des Armées, Florence Parly, a indirectement donné des précisions sur les pays contributeurs. Elle a annoncé sa visite au Sahel « accompagnée par le ministre suédois de la Défense, le ministre estonien de la Défense et le ministre portugais ». « Nous n'y sommes pas seuls et nous y serons certainement plus nombreux encore lorsqu'à l'été cette force Takuba va pouvoir accompagner les forces maliennes dans ce combat », a déclaré Florence Parly, sur les ondes de la radio française Europe 1.

Noël Ndong

FORTUNE

Les vingt milliardaires africains

Le magazine Forbes dresse la liste des vingt milliardaires africains pour l'année 2020. Son nombre est passé de seize en 2011 à vingt en 2020.

Le Nigérien Aliko Dangote figure à la première place pour la 9e fois consécutive. Huit pays sur les cinquante-quatre que compte l'Afrique regroupent les vingt milliardaires du continent. En-tête de liste, il y a l'Egypte (5) et l'Afrique du Sud (5), ensuite le Nigéria (4), puis le Maroc (2), l'Algérie (1), l'Angola (1), la Tanzanie (1) et le Zimbabwe (1).

Liste des milliardaires africains

- 1er Aliko Dangote, Nigeria (10,1 milliards \$);
- 2e Nassef Sawiris, Egypte (8 milliards \$);
- 3e Mike Adenuga, Nigeria (7,7 milliards \$);
- 4e Nicky Oppenheimer, Afrique du Sud (7,7 milliards \$);
- 5e Johann Rupert, Afrique du Sud (6,5 milliards \$);
- 6e Issad Rebrab, Algérie (4,4 milliards \$);
- 7e Mohamed Mansour, Egypte (3,3 milliards \$);
- 8e Abdul Samad Rabiu, Nigeria (3,1 milliards \$);
- 9e Naguib Sawiris, Egypte (3 milliards \$);
- 10e Patrice Motsepe, Afrique du Sud (2,6 milliards \$);
- 11e Koos Bekker, Afrique du Sud (2,6 milliards \$);
- 12e Yasseen Mansour, Egypte (2,5 milliards \$);
- 13e Isabel Dos Santos, Angola (2,2 milliards \$);
- 14e Youssef Mansour, Egypte (2,2 milliards \$);
- 15e Aziz Akhannouche, Maroc (1,7 milliard \$);
- 16e Mohamed Dewji, Tanzanie (1,7 milliard \$);
- 17e Othmane Benjelloun, Maroc (1,4 milliard \$);
- 18e Michel Leroux, Afrique du Sud (1,4 milliards \$);
- 19e Strive Masiyiwa, Zimbabwe (1,3 milliard \$);
- 20e Folorunsho Alakija, Nigeria (1 milliard \$).

Les vingt milliardaires africains cumulent 74,4 milliards de dollars, répartis par pays comme-suit :

- 1- Nigeria (21,9 milliards \$);
- 2- Afrique du Sud (20,8 milliards \$);
- 3- Égypte (19 milliards \$);
- 4- Algérie (4,4 milliards \$)
- 5- Maroc (3,1 milliards \$) 6- Angola (2,2 milliards \$) 6- Tanzanie (1,7 milliard \$) 7- Zimbabwe (1,3 milliard \$).

Seules deux femmes figurent sur le classement, notamment Isabel dos Santos de l'Angola (2,2 milliards \$) et Folorunsho Alakija du Nigeria (1 milliard \$). Aucun africain d'obédience francophone ne fait partie du classement Forbes.

N.Nd.

ACCORD FCC-CACH

L'Acaj relève le dysfonctionnement de l'appareil étatique

L'ONG appelle Félix Tshisekedi et Joseph Kabila à reconnaître l'impossibilité de maintien de leur coalition et d'en tirer les conséquences qui s'imposent, en vue de sortir le pays de la crise politique et institutionnelle latente, et permettre au quinquennat en cours de connaître un second souffle qui amorcerait l'amélioration des conditions de vie de la population.

Dans un rapport sur la gouvernance de la coalition Front commun pour le Congo (FCC)- Cap pour le changement (Cach) publié au mois de janvier en cours, une année après la prestation de serment du président Félix-Antoine Tshisekedi, l'Association congolaise pour l'accès à la justice (Acaj) « proclame haut et fort » que la coalition entre ces deux forces politiques « n'augure point des lendemains enchanteurs pour la population congolaise », étant donné que les besoins essentiels de la population tardent à trouver des solutions adéquates par le fait que le gouvernement se trouve constamment paralysé par des antagonismes entre ses membres qui n'arrivent pas à développer des synergies aptes à offrir

aux Congolais le bonheur tant recherché. « *On n'est pas loin de penser que l'alternance a consacré uniquement le rebattement des cartes au profit d'autres acteurs politiques tandis que les méthodes de gestion de la chose publique sont restées les mêmes que celles décrites hier par la population* », a fait observer cette organisation, après avoir peint le tableau de la situation du pays depuis la prise du pouvoir par l'actuel chef de l'Etat, Félix Tshisekedi.

Prendre une décision responsable et courageuse

Se disant vivement préoccupée par « cette situation inacceptable » et après évaluation conséquente, l'Acaj, qui tire la sonnette d'alarme, en ap-

pelle au « sens de responsabilité des uns et des autres. » L'Acaj note, en effet, que la défiance d'une grande partie de la population à l'égard du gouvernement et des errements institutionnels constatés dans son fonctionnement est flagrante.

Dans cette optique, l'Acaj dit proposer que le président de la République, garant constitutionnel de la continuité de l'Etat, tire de tous ces dysfonctionnements les conséquences politiques et constitutionnelles qui s'imposent. Cette association, qui considère, d'une part, que la composition de l'Assemblée nationale dont le gouvernement est le reflet doit à la fois représenter la pluralité et les attentes du peuple congolais et à la fois dégager une majorité claire pour as-

surer la stabilité du gouvernement et, d'autre part, de concilier le fonctionnement et l'action de ce dernier aux besoins du plus grand nombre, propose un recours ultime à l'arbitrage du peuple souverain bénéficiaire atitré de l'action gouvernementale. En clair, dit-elle, si la crise perdure, l'Acaj en appelle au recours à l'application de l'article 148 de la Constitution relatif à la dissolution de l'Assemblée nationale. Au demeurant, soutient l'Acaj, le recours aux élections législatives anticipées s'impose. Cette solution, note l'ONG, aurait pour vertus de doter le pays d'une autre majorité parlementaire laquelle serait issue d'un gouvernement stable et cohérent qui libérerait la gestion de l'Etat du carcan partisan, égoïste et

ethno-tribal dans lequel l'emprisonne actuellement la coalition FCC-Cach. Dans le cadre de cette décision responsable et courageuse, l'Acaj appelle le président de la République et son prédécesseur, parrains de ladite coalition, de constater et reconnaître l'impossibilité de maintien de la coalition actuelle qui s'avère antinomique par rapport aux aspirations profondes du peuple congolais. Le chef de l'Etat est, par ailleurs, appelé à consulter toutes les forces vives de la nation, après la dissolution de l'Assemblée nationale, en vue de dégager un consensus national devant guider la gestion consensuelle du pays jusqu'à l'organisation de nouvelles élections législatives nationales.

Lucien Dianzenza

L'AN 1 DE FÉLIX TSHISEKEDI

Un pas dans la bonne direction

L'attente aura été longue, la nuit du 9 au 10 janvier 2019, ayant tenu en haleine des Congolais en attente des résultats de la présidentielle de décembre 2018. Le nom du nouveau président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, le cinquième après l'indépendance, a été dévoilé par la Commission électorale nationale indépendante aux petites heures, sous une forte clameur en signe de légitimation populaire.

Proclamé vainqueur du scrutin présidentiel avec 38,57% de suffrages, d'après les résultats provisoires de la Centrale électorale confirmés par la Cour constitutionnelle, Félix-Antoine Tshisekedi a été investi le 24 janvier 2019 consacrant ainsi la première alternance politique pacifique du pays depuis son accession à la souveraineté internationale. Porté par la plate-forme électorale « Cap pour le changement, le nouveau chef de l'Etat a dû faire contre mauvaise fortune bon cœur en composant avec le Front commun pour le Congo, détenteur de la majorité parlementaire, sous la formule d'une gestion consensuelle du pouvoir. L'effectivité de la coalition ainsi créée par ces deux grandes forces politiques a été traduite par la formation du gouvernement et la mise en place d'un programme commun de gouvernance. Mais Félix Tshisekedi n'avait pas attendu la constitution du gouvernement pour se mettre à l'œuvre, conduit par la seule obstination de réaliser ses promesses de campagne.

Réconciliation nationale

Conscient que la force d'un peuple repose sur la solidarité et la réconciliation nationale, il s'est, dès l'entame de son quinquennat, engagé à œuvrer pour la paix et la tolérance de sorte à favoriser une cohabitation pacifique entre les différentes communautés du pays. Ainsi, la décrispation politique prônée par l'Accord de la Saint-Sylvestre dont il a fait son cheval de bataille, était passé vite d'une simple vue de l'esprit à une réalité vivante. Dans sa quête effrénée de réaliser la cohésion nationale, Félix Tshisekedi s'est investi pleinement dans l'abaissement de la tension sociale avec notamment la libération des détenus politiques et d'opinion et le retour des exilés politiques. Faisant preuve d'ouverture politique, Félix Tshisekedi a lâché du lest sur le volet des libertés publiques en martelant constamment sur sa volonté à laisser les Congolais s'exprimer en toute quiétude dans le strict respect des lois de la République et de l'établissement d'un Etat de droit. Sous son leadership, les cachots privés ont été interdits de fonctionnement, le milieu carcéral qui, hier encore, passait pour des véritables mouirois, a été assaini comme en témoignent les travaux de réhabilitation en cours au Centre pénitentiaire de rééducation de Kinshasa

(CPRK). Cerise sur le gâteau : toutes les tendances politiques ont désormais accès aux médias officiels, notamment à la Radio télévision nationale congolaise (RTNC).

Retour sur la scène internationale

Dans la logique du cinquième président du Congo indépendant, toute coopération devra dorénavant se fonder sur le respect et la considération mutuelle, dans la logique d'un partenariat gagnant-gagnant. Ce principe aura ainsi guidé ses premiers déplacements à l'étranger dont le leitmotiv était de sortir la RDC de l'isolement diplomatique dans lequel elle s'était em pêtrée depuis des lustres. Concernant les relations avec les pays frontaliers, Félix Tshisekedi a soutenu qu'il allait privilégier une politique étrangère axée sur le bon voisinage et le dialogue constructif avec les neuf pays voisins. Normaliser avec tous les Etats et organismes internationaux avec lesquels la RDC était en froid pour une raison ou une autre, telle aura été l'idée directrice ayant sous-tendu les efforts diplomatiques de Félix Tshisekedi. Sur ce front, les dividendes engrangés ne se comptent plus. Fermé depuis janvier 2018 sur décision des autorités congolaises de l'époque en raison d'un différend entre la Belgique et la RDC, le Centre européen des visas, né sur les cendres de la Maison Schengen, a pu rouvrir ses portes. Le fait d'avoir posé cet acte et, surtout, permis le retour de l'ambassadeur européen à Kinshasa était suffisant pour l'Union européenne qui a finalement donné son quitus pour la relance de la coopération avec la RDC indépendamment des sanctions qui planent sur quelques autorités congolaises. La reprise de la coopération structurelle avec les institutions de Bretton Woods, rompue vers 1991, a amené la Banque mondiale à envisager porter son enveloppe financière annuelle de 600 millions USD à 1 milliard USD. De son côté, le Fonds monétaire international a annoncé le déblocage de 368,4 millions de dollars d'une ligne de crédit d'urgence pour permettre au pays de répondre « à ses besoins urgents en matière de balance des paiements. »

Chantre de l'intégration africaine, Félix Tshisekedi milite pour que l'Afrique joue un rôle de premier-plan dans le challenge de la mondialisation. En cela, la RDC est prête à saisir toutes les opportunités qui s'offrent à elle pour inten-

sifier les échanges commerciaux avec ses Etats voisins et faciliter la circulation des populations condamnées par la géographie, l'histoire et la culture, à vivre en parfaite entente et en harmonie. Pour son baptême de feu au 32e sommet de l'Union africaine auquel il avait pris part, Félix Tshisekedi sera élu à la deuxième vice-présidence de l'institution panafricaine. Sous sa facilitation soutenue par son homologue angolais João Lourenço, un mémorandum d'entente a été signé entre le Rwanda et l'Ouganda en date du 21 août 2019 à Luanda mettant ainsi fin au conflit qui couvait entre les deux pays.

Lutte contre la corruption

Chaque année, la RDC subit entre 16 et 20 milliards de dollars d'évasion fiscale, soit quatre fois le budget annuel. Sans ambages, Félix Tshisekedi a pris le pari de combattre ce fléau ainsi que les actes infractionnels qui lui sont voisins, en l'occurrence la concussion, le détournement des deniers publics, le favoritisme, le clientélisme, les malversations financières, etc. Pour y parvenir, il s'est attelé, au-delà de la double approche répressive et préventive, à renforcer le cadre légal de sorte à mettre en place des mécanismes et moyens de lutte plus adaptés contre la corruption. Pour prévenir ce fléau, il a créé un service spécialisé pour le changement de mentalité au sein de son cabinet.

Concernant l'économie congolaise, extravertie et dépendante à plus de 80% du secteur minier, Félix Tshisekedi milite pour sa diversification en prônant le primat du sol sur le sous-sol. La mise en place des zones économiques spéciales fait partie justement des stratégies devant concrétiser cette approche. Aussi, le programme présidentiel accéléré de lutte contre la pauvreté et les inégalités lancé le 16 octobre à Kinshasa vise-t-il à sortir de la pauvreté 20 millions de Congolais vivant en milieu urbain et rural dans les cent quarante-cinq territoires que compte la RDC dans les cinq prochaines années. Le défi étant de transformer le potentiel agricole congolais avec ses 80 millions d'hectares de terres arables et 40 millions irrigables.

Le défi de l'insécurité

A son arrivée au pouvoir, six des vingt-six provinces du pays étaient terrassées par des conflits armés. Aujourd'hui, grâce au discours de paix prôné par le Premier des Congolais et à l'action des Fardc, la paix a été rétablie au Kasai et le sera bientôt dans le Tanganyika. Depuis l'établissement de l'état-major avancé à Beni, la quasi-totalité des sanctuaires des ADF MTM et des forces négatives sont en train d'être démantelés. L'autorité de l'Etat est en train d'être rétablie dans ces coins du pays grâce au discours mobilisateur et motivant de Félix



Le président Félix Tshisekedi

Tshisekedi. Bien plus, il a été procédé au changement de tout le commandement de la zone opérationnelle et au relèvement de tous les militaires comme réclamé par la population.

Programme d'urgence de cent jours

Le Programme d'urgence dit de cent jours a été exécuté sous la conduite des services de la Présidence de la République jusqu'en novembre 2019. Il a été repris depuis lors par le nouveau gouvernement. Les secteurs des infrastructures routières, de la santé, de l'éducation, de l'habitat, de l'électricité, de l'eau ainsi que de l'agriculture, pêche et élevage ont constitué les grands axes de son exécution. Avec quatre cent vingt-cinq projets disséminés dans toutes les vingt-six provinces de la République, évalués à 492 millions de dollars américains, avec un décaissement à date de près 70 %, ce Programme aura donné la mesure de l'ambition de Félix Tshisekedi à faire bouger les lignes via des actions courageuses et porteuses de croissance. Gratuité de l'enseignement
Sous le leadership de Félix Tshisekedi, plusieurs mesures déterminantes ont été prises dans le sens d'un redéploiement des dépenses publiques. Il en est ainsi de la gratuité de l'éducation de base conformément à l'article 43 de la Constitution. Le gouvernement a procédé depuis septembre 2019, sur instruction du chef de l'Etat, au réajustement des rémunérations du personnel enseignant ainsi que des frais de fonctionnement des écoles et bureaux gestionnaires. Cette mesure de gratuité a permis de remettre sur le chemin de l'école environ 2.500.000 enfants en âge de scolarité jadis exclus du système éducatif national.

Genre et Parité

Positionné en défenseur de la cause féminine et en soutien à toute initiative visant l'égalité des sexes et l'autonomisa-

tion des femmes, Félix Tshisekedi s'est lancé dans un plaidoyer en faveur de l'accès des talents féminins à des postes de responsabilité. En plus d'avoir hissé une femme à la tête du ministère des Affaires étrangères, un fait qui n'a pas son pareil dans le passé politique récent du pays, Félix Tshisekedi a cédé tout un portefeuille aux personnes vivant avec handicap, preuve de son engagement à combattre les inégalités et les discriminations sociales. Bien que le quota des femmes au sein des institutions demeure encore insignifiant, on peut considérer, à juste titre, ces deux faits marquants comme une preuve de sa détermination à changer la donne en termes d'avancement de la cause féminine.

Lutte contre Ebola

S'étant impliqué personnellement dans la gestion de ce virus, Félix Tshisekedi s'est décidé de créer un Comité de pilotage collégial et multisectoriel pour lutter contre la maladie à virus Ebola. La gestion de l'épidémie étant collégiale et multisectorielle, il était nécessaire de renforcer la composante multisectorielle de la riposte en impliquant d'autres ministères-clés, sous la coordination du Premier ministre. Sur décision du chef de l'Etat, le spécialiste en virologie, Dr Muyembe, a pris la tête du Comité d'experts chargé de contenir l'épidémie. Les derniers développements avec la découverte d'un deuxième vaccin, le Jonson and Jonson, laissent entrevoir de belles perspectives quant à l'éradication de cette maladie virale. Eu égard à tout ce qui précède, autant dire que pour la première année de son quinquennat, Félix Tshisekedi aura posé, dans beaucoup de secteurs, les jalons d'une prospérité à conquérir et qu'il faille désormais redoubler d'efforts en parachevant des réformes pour que les fruits du travail soient bénéfiques pour toute la communauté nationale.

Alain Diasso

RENCONTRE CITOYENNE

Le maire appelle les femmes de la ville océane à former une mutuelle

Le vœu a été exprimé, le vendredi 24 janvier, lors des retrouvailles avec l'ensemble des réseaux des femmes de Pointe-Noire.

Pour les initiateurs du projet, la mutuelle sera dénommée « Bana Ponton » et accompagnée d'un mécanisme de solidarité en vue de permettre aux membres de s'entraider. « Aujourd'hui Pointe-Noire est une ville cosmopolite. Il ne s'agit pas d'une rencontre politique, ces retrouvailles sont organisées pour échanger sur des problèmes qui minent le quotidien des habitants de la ville. Pour mieux préserver la paix, les femmes doivent aussi être face à leurs responsabilités sociétales », a signifié Jean François Kando.

Au cours de la rencontre, le maire a exhorté les femmes de demander à leurs enfants d'être à l'abri des antiva-



Une vue des participants

leurs, notamment les violences en milieu scolaire, le phénomène bébés noirs, la prostitution, la pédophilie,

la consommation abusive d'alcool et autres. « J'interpelle plus les mamans parce qu'elles jouent un rôle fondamental dans l'éducation des enfants. Aujourd'hui, nous sommes dans une société où la famille a pratiquement démissionné », a-t-il déclaré.

L'orateur a aussi pris l'engagement d'établir des actes de naissance et des cartes nationales d'identité à certaines femmes qui n'en disposent pas. « Nous allons nous organiser pour établir à certaines de nos sœurs des actes de naissance et des cartes nationales d'identité en vue de permettre à ces dernières de prouver leur citoyenneté », a-t-il indiqué. En plus des femmes, le maire a entretenu quelques semaines avant les chauffeurs de taxis et bus, les éléments de la force publique, les personnes handicapées de la ville.

Séverin Ibara

CONSERVATION DE LA FAUNE

Signature d'un accord pour sauver les primates de la forêt du Mayombe

Les entreprises exerçant des activités économiques dans le bassin du Mayombe, les administrations publiques impliquées et les praticiens de la conservation ont signé le 24 janvier à Pointe-Noire la charte d'engagement pour sauver les primates et les espèces menacées de disparition dans la forêt du Mayombe.



Les signataires de la charte d'engagement DR

En fin d'année dernière, un premier atelier de concertation des entreprises de Kakamoeka dans le Kouilou et ses environs pour la protection des grands singes a été initié par l'ONG Esi Congo. Une réunion qui a permis d'ouvrir le dialogue entre les entreprises, les autorités locales et les praticiens de la conservation afin d'envisager la meilleure façon de protéger les grands singes, la biodiversité et les milieux naturels qui les abritent. La deuxième réunion a donc permis de consolider ce dialogue instauré et a abouti à concrétiser l'engagement des entreprises du bassin du Mayombe par la signature de la charte d'engagement pour la protection des primates et de la biodiversité.

Cette charte compte six engagements, à savoir comprendre et maîtriser les conditions de survie des espèces menacées, promouvoir et intégrer la biodiversité et les espèces menacées dans et autour de l'entreprise, soutenir les efforts de protection engagés et réalisés, protéger et sécuriser les espèces menacées et les milieux naturels, respecter les dispositions réglementaires environnementales, sauvegarder les droits de chacun et œuvrer pour la coexistence pacifique et la collaboration.

Après la signature de la charte, un comité de promotion et de suivi de la mise en œuvre de cette charte a été mis en place. En se réjouissant de cet acte significatif et salvateur, Guillaume Tati, directeur d'Esi Congo, porteur du projet a demandé à tous les signataires de respecter les engagements pris et d'en faire la promotion. « Vous devez être les ambassadeurs de cette charte au sein de vos organisations respectives », a-t-il déclaré. Jean Claude Balendé, directeur du projet complexe Conckouati-Dimonika, en clôturant l'atelier, a souhaité que cette charte puisse permettre la protection des grands singes et de la biodiversité par une diligence raisonnable, concrète et exemplaire.

Signalons que le Mayombe abrite une biodiversité exceptionnelle et rare à l'échelle de la planète. Les gorilles des plaines de l'ouest et les chimpanzés sont deux espèces emblématiques de ses forêts. Mais elles risquent de disparaître si leur habitat n'est pas sécurisé. Leur importance est pourtant cruciale : bien-être des populations, équilibre des milieux naturels, lutte contre le changement climatique, fierté et rayonnement des territoires.

Hervé Brice Mampouya

HUMEUR

L'hygiène dans les transports en commun

La réalité très dérangeante pousse des passagers à parler sans cesse dans l'indifférence totale des chauffeurs et contrôleurs. Ces derniers se préoccupent plus de leurs recettes journalières que de la propreté de leurs véhicules et de leur corps. Leurs moyens de transport montrent à l'intérieur comme à l'extérieur une épaisse couche de saleté cumulée pendant des jours.

Du matin jusqu'aux heures tardives, des taxis, cars, bus, et vélos djakarta ne transportent pas que des mêmes passagers. Certains clients porteurs de pathologies avec leurs affaires de toute nature peuvent laisser en descendant des microbes. Alors si la propreté de ces véhicules n'est pas faite de façon régulière, ils seront des milieux de contamination microbienne.

Quand il est 22 heures voire 24 heures, la plupart des moyens de transport sont garés dans des stations de lavage et de gardiennage pour leur entretien et leur sécurité. Cependant, il y a des chauffeurs et contrôleurs qui reprennent leur travail à 5 heures du matin et les premiers clients qui empruntent leurs bus constatent la présence des débris, des moustiques, des mouches et même des odeurs nauséabondes s'y dégagent.

Pire encore, souvent ces jeunes contrôleurs se présentent à leurs clients sans avoir fait leur toilette corporelle. Et d'autres ne se gênent pas de fumer une cigarette dans le bus. « Ma mission est de transporter les passagers. Le reste, ce n'est pas mon problème. Le propriétaire de ce bus ne veut pas dépenser pour le lavage de son véhicule. Et comme il n'y a aucun contrôle des services d'hygiène, cela m'arrange aussi. Je circule librement », disait un chauffeur à un client. C'est triste ! Les syndicats des transporteurs en commun se soucient seulement des taxes et d'autres amendes dont paient les propriétaires des moyens de transport. Ils devraient aussi pousser ces mêmes propriétaires à penser à l'hygiène de leurs véhicules. Les clients ne prennent pas ces moyens de transport pour en sortir infectés mais pour être transportés sainement jusqu'à bon port.

Si aucune disposition n'est prise du côté des gestionnaires de nos cités urbaines, à l'allure où vont les choses, les transporteurs en commun négligeront à long terme la propreté de leurs véhicules.

Ainsi donc, ces moyens de transport en commun deviendront des « berceaux des microbes ». Et pourtant la propreté chasse la maladie et attire les clients. Allons-nous continuer à observer cette réalité !

Faustin Akono

S.A. SOPARIS Automobiles

NOS SERVICES

- Pièces de rechange - Réparation - Entretien (Vidange) - Diagnostic Electronique

Mercedes-Benz

HYUNDAI

KIA MOTORS

NISSAN

INFINITI

TOYOTA

LEXUS

SUZUKI

PEUGEOT

LAND-ROVER

B.M.W

Audi

Ford

volkswagen

TOYOTA EQUIPEMENT INDUSTRIEL

CHEVROLET

GMC HUMMER

Ampoule 6v-12v-24v DURACELL-VARTA-PHILIPS-Panasonic
 FILTRES puriflux MANN FILTER GUD FILTRES Plaquettes de freins SKF FAG Roulements NOK OSRAM PHILIPS

Contacts:
 209, Rue Mboko Avenue de la Tsiémé, Ecole Saint Michel Ouenzé Brazzaville - Congo
 Tél: +(242) 22 613 78 30 - 06 666 46 86 - 05 558 22 53
 E-mail : soparisauto@yahoo.fr

AVIS D'APPEL D'OFFRES

N°003/ECG/DG/2020

POUR LA SÉLECTION D'UNE SOCIÉTÉ D'ENTRETIEN ET MAINTENANCE DES GROUPES ÉLECTROGÈNES DE ECOBANK CONGO

La Direction Générale de Ecobank Congo lance un Appel d'Offres pour la sélection d'une société d'entretien et maintenance de tous ses groupes électrogènes.

Le dossier d'Appel d'Offres ou de candidature est à retirer à son siège social sis au 3ème Etage de l'Immeuble de l'ARC Centre-ville Brazzaville et à Pointe-Noire à l'Agence Ecobank Atlantic Palace moyennant paiement de Cent Mille (100 000) FCFA en espèces, non remboursable.

Les Offres signées et cachetées devront être déposées aux mêmes adresses au plus tard le 31/01/2020 à 16 heures00.

Fait à Brazzaville, le 13/01/2020.

La Direction Générale**AVIS D'APPEL D'OFFRES**

N°002/ECG/DG/2020

POUR LA SÉLECTION D'UNE SOCIÉTÉ D'ENTRETIEN ET MAINTENANCE DES SPLITS DE ECOBANK CONGO

La Direction Générale de Ecobank Congo lance un Appel d'Offres pour la sélection d'une société d'entretien et maintenance de tous ses splits.

Le dossier d'Appel d'Offres ou de candidature est à retirer à son siège social sis au 3ème Etage de l'Immeuble de l'ARC Centre-ville Brazzaville et à Pointe-Noire à l'Agence Ecobank Atlantic Palace moyennant paiement de Cent Mille (100 000) FCFA en espèces, non remboursable.

Les Offres signées et cachetées devront être déposées aux mêmes adresses au plus tard le 31/01/2020 à 16 heures00.

Fait à Brazzaville, le 13/01/2020.

La Direction Générale**NECROLOGIE**

La famille Kamba et Yoka ont la profonde douleur d'annoncer aux amis et connaissances le décès de leur enfant, Geoffroy Romaric Kamba, survenu le 20 janvier 2020 à Pointe-Noire.

La veillée mortuaire se tient à Pointe-Noire au quartier Koufoli et à Brazzaville au n° 183 rue Bakoukouyas à Ouenze derrière le PSP Ouenze Mandzandza

La date des obsèques vous sera communiquée ultérieurement.

**IN MEMORIAM**

16 janvier 1998 - 26 janvier 2020

Voici déjà 22 ans que notre père, grand-père et arrière grand-père, Désiré Motoly, disparaissait. Le temps passe, la pensée est présente.

La mort de notre père est un grand message qui ramène notre vie à l'essentiel. Papa, personne n'est éternel.

Très cher papa, tu nous as quittés, très-tôt. Nous ne t'oublierons jamais.

En ce jour de souvenir, nous te réitérons toutes nos pensées d'amour.

À cet effet, des messes seront dites à 6h00 en la basilique Saint-Anne, Notre-Dame de Fatitama et Notre-Dame de Flot de Mossaka.

Que ton âme repose en paix.



Alphonse Boukou Mbika, Dominique Loubanda; Jean Pierre Mabilia; Paul Kiokolo; les enfants Makouangou et famille, ont le profond regret d'informer parents amis et connaissances de la localité de Bouansa dans le département de la Bouenza et ceux de la ville de Pointe-Noire, que les obsèques de leur frère et père François Makouangou, agent retraité du Port Autonome de Pointe-Noire, décédé le 16 janvier 2020 à Pointe-Noire auront lieu le samedi 25 janvier 2020 selon le programme suivant :

-8H 00 : levée de corps à la morgue municipale de Pointe-Noire ;

-10H 00 : recueillement au domicile familial ;

-12H00 : messe de requiem en l'église catholique Jean Marie Vianney de Mpita ;

-14h00 : départ pour le cimetière municipal de Mvindoulou.

Le deuil se tient au domicile familial sis au quartier Mpita, arrêt de bus O.C.I camp ENI-Congo derrière le domaine de M. Pouabou.



Les familles Ngatsé, Itoua et Koumou, informent les familles Ondéhé, Ngal'Elanga, Kouéléngué, Onday'Ongouéné, Okoul'Éléfé, ainsi que leurs amis et connaissances, du décès de leur mère, sœur, nièce, tante et petite-fille Marie Noëlle Ngatsé, survenu le 19 janvier 2020, à 8h30, au CHU de Brazzaville.

La veillée se tient au n°21 de la rue des Cheminots, à Ouenzé Brazzaville (quartier sans fil, non loin du dépôt CFCO).

La date et le lieu de l'inhumation seront communiqués ultérieurement.



GRAND CONCOURS D'ORTHOGRAPHE

L'appel à candidatures prend fin le 6 février

Ouvertes le 6 janvier et destinées aux collégiens de Brazzaville, les inscriptions à la saison 2 du challenge « Grand concours d'orthographe » se clôtureront au plutard le 6 février.

Après sa première édition organisée en 2019, le Grand concours d'orthographe revient encore cette année. Compétition parascolaire initiée par le collectif « Jeunes et leaders », ce concours est destiné à différents établissements d'enseignement général que technique. Y prennent part les élèves du collège âgés entre 10 et 16 ans, résidant à Brazzaville et ayant une base solide en orthographe. Pour plus de détails sur les éléments à fournir, visitez la page Facebook : The Challenge Concours.

Selon les organisateurs de ce challenge, le concours permettra à tous les candidats d'affûter leurs

« Le but de cette initiative est d'encourager les élèves à bien écrire et à bien s'exprimer. Par ailleurs, nous voulons cultiver l'esprit d'excellence, de mérite et surtout le goût de l'effort et de l'apprentissage continuél auprès de nos jeunes apprenants »

vocabulaires et leurs connaissances en orthographe ; de balayer les milliers de difficultés de la grammaire et de la conjugaison ; de réviser aussi bien l'accord du participe passé des verbes pronominaux que les listes d'exceptions du pluriel des noms, le pluriel des mots composés ou encore le genre de mots exotiques... Les épreuves telles que la dictée ou l'épellation permettront aux élèves d'en savoir un peu plus sur la culture



générale. A cet effet, les organisateurs invitent les parents à inciter leurs enfants à y participer et les promoteurs d'établissement à inscrire les élèves.

« Le but de cette initiative est d'encourager les élèves à bien écrire et à bien s'exprimer. Par ailleurs, nous voulons cultiver l'esprit d'excellence, de mérite et surtout le goût de l'effort et de l'apprentissage continuél auprès de nos jeunes apprenants », a déclaré un membre du comité d'organisation. D'ajouter, « Lors de la première édition, c'était plus qu'une compétition d'orthographe. En effet, cer-

tains élèves ont notamment brisé leur timidité et pu s'exprimer devant un grand public. Ce genre de compétition est aussi une école où chaque candidat se crée des liens d'amitié et apprend de l'expérience des autres ».

Notons que l'ensemble de la compétition se déroulera en langue française à travers plusieurs manches éliminatoires. Ce concours initialement prévu en mars, les candidats sélectionnés seront contactés peu avant l'événement. Les écoles finalistes, l'an dernier, étaient : Jean Biyouidi, Notre-dame et Les Kerubins.

Merveille Atipo

NUIT DES IDÉES

La quatrième édition consacrée à la valeur de l'existence dans toute sa diversité

Dans le but de célébrer la circulation des idées entre les pays et les cultures, les disciplines et les générations, l'Institut français du Congo (IFC) accueillera la quatrième édition de la Nuit des idées, le 30 janvier, autour d'une série de tables rondes.

Chaque année, la Nuit des idées est une invitation à découvrir l'actualité des savoirs, à écouter celles et ceux qui font avancer les idées dans tous les domaines, à échanger sur les grands enjeux de notre temps. Parce que la pensée traverse les frontières, toutes les formes sont bienvenues (conférence, théâtre, performance, projections, concert...) et les lieux les plus prestigieux comme les plus inattendus sont conviés à se joindre à la fête, en proposant leur interprétation originale du thème retenu.

La quatrième édition de la Nuit des idées est placée, cette année, sous le thème « Etre vivant... Ensemble ». Lors de cette soirée à l'IFC de Brazzaville, six chercheurs spécialistes se réuniront autour d'une table ronde pour apporter chacun sa vision et sa compréhension de la thématique. Ils sont précisément sociologue, anthropologue, historien, politiste, spécialiste de littérature et sont originaires du Congo, du Gabon et de la France. Il s'agit de Joseph Tonda, Remy Bazenguissa, André Patience Bokiba, Florence Bernault et Nicolas Martin-Granel.

Au cours de ces échanges, la problématique sur la philosophie de la valeur du vivant et la réflexion sur les cours ordinaires de l'existence humaine seront au centre des discussions de cette nuit des idées. Comme lors des années précédentes, le rendez-vous proposera également une programmation associant des créations dans le domaine du spectacle vivant et des musiques actuelles.

Notons que la Nuit des idées est une activité internationale. Chaque année, elle réunit des intervenants de tous horizons (intellectuels, chercheurs, artistes) invités à débattre dans les lieux partenaires de la manifestation, sur les cinq continents. De Dakar à Los Angeles en passant par Bruxelles, Buenos Aires, Katmandou, Marseille, Paris... Tous les lieux de culture et de savoir sont invités à rejoindre, en fonction de leurs fuseaux horaires, la constellation de la Nuit des idées à travers le monde.

M.A. et Lauraine Yoka(stagiaire)

RÉFLEXION

Quelle solution pour la Libye ?

Au lendemain du sommet qui a vu une dizaine de chefs d'Etat se réunir à Berlin autour de la chancelière allemande, Angela Merkel, pour tenter de trouver une issue à la crise qui dévaste la Libye, il apparaît clairement que non seulement les puissances européennes sont incapables d'agir pour ramener la paix dans le pays, mais aussi et surtout qu'elles n'ont toujours pas pris la mesure de leurs responsabilités dans la détérioration de la situation.

Avec, comme conséquence, le fait qu'elles vont se trouver elles-mêmes confrontées rapidement à des problèmes qu'elles ne pourront pas résoudre et qui provoqueront en leur sein des tensions qui changeront très probablement la donne politique sur le Vieux continent avec une montée inédite des populismes.

Trois grands mouvements se des-

sinent, en effet, ou plus exactement se précisent, dont le Vieux continent va subir directement les terribles effets :

° Le premier résultat de l'affrontement qui oppose les deux camps libyens : avec, d'une part, le gouvernement officiel reconnu par les Nations unies et soutenu par des pays comme la Turquie qui s'efforce de ressusciter l'Empire ottoman et, d'autre part, le maréchal Haftar qui contrôle une bonne partie du territoire libyen avec le soutien de puissances comme l'Egypte. L'objectif visé étant le contrôle des immenses ressources naturelles que renferme le territoire libyen, il est évident que les conférences comme celle de Berlin n'ont aucune chance de ramener la paix dans cette partie du continent.

° Le deuxième mouvement, qui affecte dès à présent l'Europe, est la

décomposition de la région du Sahel qui a découlé de l'assassinat du Guide libyen Mouammar Kadhafi. Une décomposition que les Etats et les gouvernements refusent pour l'instant de regarder en face, mais que la montée continue des violences ethniques et religieuses au Mali, au Niger, en Mauritanie, au Burkina Faso, au Tchad fait apparaître clairement. Et contre laquelle les forces coalisées autour de la France s'avèrent de facto incapables de lutter alors même que des moyens militaires importants sont déployés sur le terrain.

° Le troisième mouvement est l'aggravation dramatique du phénomène migratoire qui résulte de la combinaison des deux mouvements précédents. Les drames qui se multiplient ces derniers temps en Mer Méditerranée et que rapportent en continu, images à l'appui, les chaînes de télévision du Vieux continent té-

moignent de façon effrayante que les organisations criminelles surfent désormais sur la décomposition humaine de cette partie du continent. Ils démontrent aussi et surtout l'incapacité des pays de la Vieille Europe de lutter contre le mouvement qui la submerge et dont l'ampleur s'accroît chaque jour.

Quitte à se répéter une fois de plus, disons que ce n'est ni à Berlin, ni à Bruxelles, ni à Paris, mais en Afrique et en Afrique seulement que des solutions crédibles seront trouvées pour résoudre le conflit qui déchire la Libye. Une évidence énoncée à maintes reprises par le président du Haut comité de l'Union africaine sur la Libye, Denis Sassou N'Guesso, que tôt ou tard la communauté internationale sera contrainte de faire sienne. Que cela lui convienne ou pas, que cela lui plaise ou non !

Jean-Paul Pigasse